

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Pour 2014, nos bonnes résolutions riment avec "actions" !

Sommaire

Comurhex : des mois de pression	P. 3
Belle mobilisation pour barrer la route à l'uranium	P. 5
Ça bouge dans le Réseau !	P. 7
Accueillir des enfants de Tchernobyl ou Fukushima	P. 10
Vite, des infos !	P. 12
Géothermie à Bure : oui, l'Andra a menti !	P. 14
Uranium appauvri : un tueur méconnu	P. 15
Élire des maires... pour la Paix ?	P. 17
Bel élan de solidarité avec le directeur d'Areva-Tricastin	P. 18
Prolonger l'activité des réacteurs ? Enjeux et dangers	P. 20
Vite, des infos !	P. 22
La politique antinucléaire de l'Autriche	P. 25
Fosse-magne : l'ambition d'une politique énergétique municipale	P. 28
Fluctuation du soleil et du vent : on sait gérer !	P. 30
À lire, à voir, à offrir !	P. 33
Arrêtons le nucléaire avant la catastrophe !	P. 36

Pour l'environnement, la période est-elle à la gueule de bois ? Dans les médias, les informations sur les sujets environnementaux — dont en particulier le nucléaire — sont devenues plus rares. Dans notre société du spectacle, le risque nucléaire dans sa dangereuse banalité n'est pas vendeur. Et la vague de Fukushima, qui avait ouvert les vannes de l'information sur le sujet, s'est décidément retirée. Ce qui n'empêche pas les problèmes de s'accumuler. Les centrales vieillissent et fuient. Les travailleurs se font irradier en silence — la sous-traitance étant la meilleure arme d'EDF et Areva pour garder les mains propres... Alors qu'EDF fait pression pour obtenir l'autorisation de prolonger jusqu'à 50 ans la durée de fonctionnement des réacteurs, c'est l'omerta sur le risque.

L'indifférence, le silence, les idées reçues des conservateurs soucieux de préserver à tout prix le statu quo ? Ne les laissons pas s'imposer ! Nous sommes nombreux à nous battre pour fissurer ce mur de désinformation et rappeler les risques... et aussi l'espoir ! Pour faire connaître les faiblesses des vendeurs d'uranium ou de centrales, qui malgré leur arrogance voient que leur empire vacille : les coûts du nucléaire grimpent inexorablement tandis que ceux des renouvelables baissent, l'EPR s'enlise lamentablement...

Et... les coups portent ! Nous avons définitivement gagné en justice contre Areva-Socatri, qui avait déversé 74 kg d'uranium dans l'environnement. À Narbonne, les actions menées depuis des mois contre l'usine Comurhex de Malvézi perturbent la communication bien huilée d'Areva. Et suite aux

actions menées près des gares fin novembre, des milliers de passagers s'interrogent sur les risques des transports radioactifs.



© Xavier Rabilloud

Contre la sinistreuse ambiance, faisons connaître les solidarités et les alternatives qui se mettent en place en France et dans le monde. Oui, on peut produire et consommer de l'électricité autrement, sans polluer ni risquer le black-out. Il est temps de changer d'ère !

Alors on ne lâche rien ! Du 8 mars au 26 avril 2014, pendant 50 jours, on vous invite à agir, sensibiliser vos proches, vous rassembler. Des actions et chaînes humaines sur les ponts du Rhin, une manif et un festival à Chinon... et bien d'autres choses en préparation ! Plus d'info sur www.sortirdunucleaire.org/50jours

Meilleurs vœux et n'oubliez pas : en 2014, on compte sur vous !

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°60
Février 2014.
Abonnement pour un an : 12 € (4 numéros).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge — 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.
Corrections : Myriam Battarel.



Maquette : W. Quénu.

CPPAP : 0618 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 15 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé

avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur :
www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.



Photo de couverture :
Michaela Mügge - PubliXviewing

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 bulletin de parrainage d'abonnement

Des mois de **pression** sur l'usine Areva-Comurhex de Malvési

Dans le sud-ouest de la France, les militant-e-s antinucléaires mènent, aux côtés du Réseau "Sortir du nucléaire", un combat sans relâche et maintiennent une pression constante sur l'usine Areva-Comurhex de Malvési : mobilisations, actions non-violentes de blocage, recours juridiques, démarches officielles, battage médiatique... pour faire la lumière et dénoncer les risques de cette installation méconnue. L'heure est venue de faire le point sur l'avancée de la lutte contre cette véritable porte d'entrée du nucléaire français.

Pourquoi s'attaquer à l'usine Areva de Malvési ?

Ce site traite la totalité de l'uranium utilisé en France et le quart de l'uranium utilisé dans le monde. Il est un passage obligé du nitrate d'uranyle (le fameux "yellowcake" issu des mines) qui arrive en France pour y subir sa première étape de transformation (NB : l'uranium est transformé cinq fois et transporté sept fois avant de pouvoir être utilisé dans les réacteurs). Sans cette usine, la France devrait passer par un autre pays pour transformer son uranium, ce qui aurait des conséquences directes sur le fonctionnement du parc nucléaire et son coût.



© SDN Auède

Dans cette usine sont manipulées des substances chimiques et radioactives présentant des risques importants pour la santé et l'environnement. Les activités qui y sont menées entraînent des rejets liquides et gazeux ainsi que la production de boues nitrées chargées en uranium. Ces boues sont placées dans des bassins de décantation et d'évaporation à l'air libre, ce qui rend possible la dispersion d'éléments radioactifs et de produits dangereux.

C'est ce qui s'est passé en 2004 quand de fortes pluies dans la région de Narbonne ont causé la rupture de la digue d'un bassin de décantation, qui contenait de nombreux produits radioactifs et des traces de plutonium, contaminant les environs et les cours d'eau en aval. Et même si aujourd'hui certaines digues ont été reconstruites, le risque d'effondrement perdure et celles-ci ne suffisent de toute façon pas à éviter le rejet de radio-éléments dans la nature.

Outre les rejets, les procédés utilisés sur le site génèrent également de grandes quantités de déchets qui s'accumulent sur le site, sans que l'exploitant ne s'en soit préoccupé jusqu'à présent.



© André Paris

L'activité de l'usine engendre enfin de nombreux transports radioactifs et dangereux. Ce ne sont pas moins de trois à cinq camions qui quittent chaque jour Malvési pour rejoindre l'usine Areva-Comurhex de Pierrelatte, sur le site du Tricastin dans la Drôme. Ce sont également 120 convois par an qui acheminent le yellowcake des ports français jusqu'à Narbonne par train et par route. Ces transports se font dans l'opacité la plus totale, échappent au contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et sont réalisés sans aucune protection.

Pourtant, ce site et ces transports avaient été délaissés des antinucléaires depuis de nombreuses années et avait échappé à bon nombres d'habitants du Narbonnais, à l'exception d'une poignée de militants locaux. Il était grand temps de s'y attaquer !

Des actions de harcèlement en série

Le 28 juin, le collectif Stop Uranium, soutenu par le Réseau "Sortir du nucléaire", bloquait l'usine de Malvési, afin de dénoncer le secret qui entoure le fonctionnement de cette installation et de demander sa fermeture. Cette action, organisée simultanément à une seconde action, a permis de stopper les transports entre les deux usines pendant une journée.

Le 2 juillet, la Marche internationale pour la paix et contre le nucléaire manifestait devant la Comurhex-Malvési, afin de dénoncer les risques de cette installation. Elle rappelait notamment que l'usine fonctionne depuis des années dans l'illégalité, sans disposer du statut d'Installation Nucléaire de Base (INB).

Le 12 septembre, une quarantaine de militants du collectif Stop Uranium bloquait un camion chargé d'uranium, à la sortie de l'usine Comurhex Malvési. Suite à cette action, une militante a été placée en garde-à-vue pour entrave à la circulation et a comparu devant le tribunal de Narbonne le 7 janvier 2014.

En 2004, les digues fermant les lagunes de décantation de la Comurhex se sont effondrées... Petit aperçu des dégâts.

Ci-contre : Le site de la Comurhex-Malvési

Des riverains et des militants bloquent l'entrée du site de la Comurhex-Malvési...



© Martin Leers

Une plainte en justice pour faire condamner la Comurhex

En parallèle à ces actions de terrain, le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte en justice. Rendue publique le 2 juillet 2013, à l'occasion du passage de la marche, celle-ci vise à faire condamner Areva pour exploitation de l'installation Comurhex-Malvési en violation de la législation relative aux installations nucléaires de base et du Code de l'environnement. L'enquête est toujours en cours ; notre association a été auditionnée le 13 mars 2013 et nous attendons les suites de cette plainte. Et même si la régularisation de la situation par Areva et la procédure de classement en INB sont en cours, il n'en reste pas moins que l'exploitant a commis un délit pendant plusieurs années.



© Martin Leirs

Les forces de l'ordre ont fort à faire pour évacuer les militant-e-s !

Une mobilisation des antinucléaires qui fait mouche

Ces actions ont interpellé les élus locaux, qui se sont déplacés sur le site afin de s'entretenir avec l'exploitant. Le 5 juillet, la députée Marie-Hélène Fabre et le sénateur Roland Courteau se sont rendus sur le site de la Comurhex-Malvési, pour rencontrer son directeur, Jean-Marc Ligney. Le 10 juillet, Pierre de Bousquet, préfet de la région Languedoc-Roussillon, et Louis Le Franc, préfet de l'Aude, ont eux aussi visité l'usine.



© Sophie Clothilde

Le service com' d'Areva n'a évidemment pas manqué de répéter les éternels mensonges de l'industrie nucléaire : le site de la Comurhex assurerait l'indépendance énergétique de la France ! Faut-il rappeler que 100 % de l'uranium utilisé dans nos centrales

provient de mines étrangères ? Et même si Jean-Marc Ligney, le directeur de l'établissement, a bien entendu minimisé les risques chimiques et radioactifs liés au fonctionnement de l'usine, ces actions en séries auront eu le mérite de les faire se déplacer pour vérifier si nous disions vrai.



© Sophie Clothilde

Suite à ces rencontres, nous avons également sollicité la préfecture qui a fini par répondre à nos demandes suite à la seconde action du collectif Stop Uranium. Un entretien a été organisé le 13 novembre en présence de représentants de Stop Uranium, de Sortir du nucléaire 34, de Sortir du nucléaire 11 et du Réseau "Sortir du nucléaire".

Les antinucléaires s'organisent pour poursuivre leur action

Après plusieurs mois de luttes, l'envie et le besoin d'élargir au niveau inter-régional la lutte contre Malvési sont apparus, d'où l'idée de proposer aux groupes, collectifs et militants des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées de se rencontrer pendant une journée pour faire le point sur la situation et réfléchir ensemble aux perspectives de luttes contre cette installation.

Une rencontre inter-régionale a ainsi été organisée le 25 octobre dernier. Elle a rassemblé une cinquantaine de militant-e-s venus de nombreux horizons. Antinucléaires, désobéissants, faucheurs volontaires, opposants aux gaz de schistes ou simples habitants du coin se sont retrouvés pour s'informer sur les aspects techniques et juridiques de ce dossier et pour construire ensemble la suite de la lutte.

Cette réunion a également été l'occasion de préparer le procès de Terry, une de nos camarades qui a été placée en garde à vue et qui est convoquée au Tribunal de Grande Instance de Narbonne le mardi 7 janvier. Au programme : action et soirée de soutien le 4 janvier, conférence de presse et publication d'une lettre ouverte, dans laquelle 23 personnes ayant participé au blocage du 12 septembre demandent à être inculpées volontairement le jour de l'audience. Celle-ci est intitulée fort justement "Nous sommes tou-te-s des bloqueur-ses d'uranium !". À bon entendre...

Laura Hameaux

Faire un don, c'est déjà une action !

C'est grâce à vos dons que nous pouvons nous investir pleinement dans la lutte contre le nucléaire. Pour poursuivre cette campagne et soutenir les militants qui s'exposent à des condamnations, le Réseau "Sortir du nucléaire" a besoin de vous ! Nous n'avons pas d'armada d'avocats à notre disposition, ni de lobby d'influence pour gagner ces batailles inégales, mais nous avons l'espoir et la motivation. C'est certain, les militants ne vont pas en rester là... Aidez-nous à poursuivre notre combat !

Pour faire un don, remplissez le coupon prévu à cet effet, ou rendez-vous sur www.sortirdunucleaire.org/don. Merci encore à tous nos donateurs, à tous les lecteurs, à tous nos sympathisants qui nous soutiennent déjà.

Belle mobilisation pour barrer la route à l'uranium !

En réponse à l'appel à mobilisation lancé par le Réseau "Sortir du nucléaire", une vingtaine d'actions ont eu lieu dans toute la France le week-end du 30 novembre et 1er décembre. Objectif : barrer la route à l'uranium et s'opposer à l'industrie nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier. Se saisissant de leurs thématiques locales, les groupes et militants du Réseau ont redoublé d'imagination pour sensibiliser la population aux risques du nucléaire.

À Mende, en Lozère, 15 militants ont investi durant deux heures le principal rond-point d'accès à la ville. Trois banderoles ont été déployées et 1500 tracts distribués aux automobilistes. L'action a été bien accueillie et de nombreuses personnes ont invité les militant-e-s à poursuivre leurs actions !

À Aubagne (13) s'est tenu le dimanche un stand d'information sur les alternatives au nucléaire. De nombreux passants étaient intéressés par Enercoop et prévoient de venir à la prochaine réunion d'information. Des militants toulonnais sont venus pour des échanges d'idées et afin de discuter de prochaines actions communes. À suivre...

© Sophie Clouthier



© SNV Aubagne-La Cité

À Chalon-sur-Saône (71), l'Association Chalonnaise pour la Transition Énergétique écologique et citoyenne (ACTE) est allée à la rencontre des Chalonnais le samedi 30 novembre après-midi. 25 militants de Chalon et des environs ont mis en scène une déambulation dans les rues piétonnes, équipés de tenues blanches de protection, masques, pancartes, banderoles et bidons, avec en même temps distribution de tracts et dialogue avec la population. Cette intervention a interpellé les habitants et a été plutôt bien perçue, mieux qu'on aurait pu l'imaginer dans une ville qui abrite un important site industriel d'Areva !

À Montpellier (34), à l'appel de Sortir du nucléaire 34, environ 80 personnes ont défilé de la Place Paul Bec à La Comédie, sous le soleil et dans le froid. Une déambulation très énergique menée par une batucada, entrecoupée de slogans antinucléaires. Un happening a été organisé au départ et à l'arrivée, avec l'anagramme géant "Centrale nucléaire ↔ Le cancer et la ruine", avec en prime, un quizz sur le nucléaire et des prises de parole à l'arrivée. Un millier de tracts Languedoc-Roussillon de la campagne "De la mine aux déchets, tous concernés" ont été distribués aux Montpelliérains.



© Sophie Clouthier



© ACTE

À Yutz, en Moselle, un stand a été tenu sur la place du marché. Vu le bon accueil des passants, l'opération est amenée à être renouvelée.

À Strasbourg (67), de très nombreux manifestants se sont réunis dans le quartier de la Petite France pour demander la fermeture de Fessenheim et l'arrêt du nucléaire. Ils ont déployé sur le barrage Vauban la grande banderole "Le nucléaire tue".

l'avenir" et ont déambulé dans les rues et sur le pont, avec de nombreux drapeaux, en distribuant des tracts aux passants, avec qui ils ont pu ainsi discuter. Une très belle action des militants alsaciens qui a largement été relayée par la presse locale !



© Stop Fessenheim

Tout près de Narbonne, à Malvésii (11), s'est ouverte l'enquête publique sur la création (administrative) d'une Installation Nucléaire de Base pour les bassins B1 et B2 du site Comurhex, qui fonctionne depuis plusieurs années en toute illégalité, et qui aurait dû être déjà classée INB il y a bien longtemps... Pour faire toute la lumière sur ce site nucléaire, afin d'informer la population et dénoncer les risques liés à l'installation elle-même et aux transports qu'elle génère, les militants se sont retrouvés sur le rond-point de la Campane le samedi, et aux Halles de Narbonne le dimanche pour diffuser des tracts, échanger avec les riverains et interpellier les pouvoirs publics. Si vous souhaitez en savoir plus, retrouvez notre article sur Malvésii en page 3.



© Stop Fessenheim

De nombreux groupes se sont également mobilisés contre les transports de matières et de déchets radioactifs.

L'association Sortir du nucléaire Berry-Puisaye a distribué 500 tracts pour sensibiliser les Berrichons aux transports de matières radioactives et au passage de ces convois près de chez eux. Au pied des feux de signalisation, en pleine zone commerciale, sur l'axe routier menant à la centrale de Belleville-sur-Loire, une dizaine de militants ont expliqué aux automobilistes de passage leurs inquiétudes et leur opposition à ces transports. Beaucoup ignorent cette conséquence directe de la présence de nombreuses usines nucléaires aux quatre coins de



© SDN Berry-Puisaye

la France et méconnaissent même l'existence des déchets issus des centrales.

L'action a été couverte par la presse locale. Elle s'est terminée par un pot, pour échanger sur les actions à mener, l'occasion pour les adhérents et sympathisants cordialement invités de donner leur avis et proposer des idées.

En 2009 a été inaugurée en catimini la plateforme Areva de Void-Vacon dans la Meuse ; elle est censée ne servir qu'au transport de pièces mécaniques à destination d'installations nucléaires. Pourtant, depuis le début de l'année, des camions chargés de matières radioactives ont été observés par les militants, information qui a été confirmée par l'ASN. Les antinucléaires ont décidé de réagir à ce nouveau mensonge d'Areva en organisant une action près de la plateforme. Des dizaines de militants se sont relayés sur le rond-point à proximité, durant toute la journée du samedi, afin de distribuer des tracts et d'interpeller les nombreux automobilistes habitant aux alentours.

Le maire de la commune de Void-Vacon s'est lui aussi rendu sur place, pour distribuer ses propres tracts en faveur de la plateforme, mais n'a pas tenu longtemps face aux arguments des antinucléaires ! Ensuite, le groupe est allé faire une petite visite à pied à la plateforme Areva et ont rencontré son exploitant, ainsi qu'un bon paquet de policiers. Là encore tout s'est passé sans heurts malgré leur énervement visible.

La gare de triage de Drancy est un point névralgique des transports de matières radioactives, c'est pourquoi les militants ont souhaité mener une action d'information du public qui a réuni une cinquantaine de personnes. Un rassemblement sous haute surveillance avec la présence (discrète) des services de la sécurité du territoire et de trois policiers ! Les actions contre les transports étant toujours considérées comme sensibles... Les militants ont pu distribuer des tracts sur les problèmes posés par les convois de déchets et ainsi informer la population sur les dangers que leur passage entraîne.

À Saint-Pierre-des-Corps (37), le groupe local Sortir du nucléaire Touraine a organisé un rassemblement devant la gare, le samedi 30 novembre, pour dénoncer l'opacité qui règne au sujet des transports de déchets radioactifs. Cette gare est l'un des nœuds du transport de déchets qui viennent par exemple de Chinon et vont vers La Hague. La plupart des passants ignoraient que, tout près de chez eux, circulent des trains de marchandises aussi dangereuses...

Une douzaine de militants ont installé des banderoles, drapeaux, affiches, et distribué des tracts pendant deux heures, le tout accompagné de percussions, dans le froid, mais sous le soleil !

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Festival Alternatiba : un succès !

En mobilisant plus de 12 000 personnes sur l'urgence et la justice climatique, Alternatiba a tenu ses promesses. Le Village et ses 15 espaces thématiques étaient si denses qu'il était impossible de voir toutes les alternatives qu'ils proposaient ! De très nombreuses conférences et ateliers ont dû refuser du monde, malgré le fait qu'il s'en tenait souvent six ou sept au même moment. Le centre de Bayonne, habituellement désert le dimanche, fourmillait de gens. Les organisateurs estiment à plus de 12 000 le nombre de personnes venues à Alternatiba. Au delà du bilan quantitatif, le fait marquant de cette journée, c'était le sourire lisible sur chaque visage et l'énergie collective et positive qui se dégageait de cette foule rassemblant largement au-delà des convaincus.



Ce festival a aussi permis de rendre hommage aux victimes de Lampedusa, et de demander à l'Europe une politique d'ouverture et d'accueil différente. Les participants se sont aussi rassemblés lors d'une action de solidarité avec les militants de Greenpeace incarcérés en Russie et le festival s'est conclu par un hommage posthume à Stéphane Hessel, parrain du projet Alternatiba.

Tournée ciné pour la lutte antinucléaire indienne

Après avoir gagné le prix Uranium de Rio de Janeiro pour son film "High Power", Pradeep Indulkar a entamé une tournée européenne afin de présenter le combat des indiens de Tarapur, mais aussi la résistance contre la construction de l'EPR à Jaitapur.

En France, la tournée de Pradeep s'est faite en 12 étapes où les participants étaient nombreux et très enthousiastes. Ils ont pu découvrir la face cachée

du nucléaire en Inde, poser des questions et débattre avec Pradeep, qui a par ailleurs le projet de revenir en France, en mai et juin 2014, pour une autre tournée, afin d'aller là où on ne l'a pas vu !

Belle réussite au salon Ille et Bio

Comme les années précédentes le Salon Ille & Bio, à Guichen (35) accueillait des exposants — professionnels et associatifs — et proposait de nombreuses conférences et tables rondes. Mais cette année, il a innové en ouvrant le premier Forum ouvert des Transitions. Avec un temps durant lequel les idées, remarques, craintes, envies sont débattues, exposées, il permet aux participants de se regrouper en ateliers sur des thèmes qui les intéressent.

SDN-Rennes était présent au salon comme les années précédentes et a mis l'accent sur plusieurs thématiques. Tout d'abord celle du projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. L'atteinte à la santé a été aussi mise en avant, d'autant que le Plan Orsec Iode se met actuellement en place sur le département d'Ille & Vilaine. Le salon a aussi permis de faire une conférence commune Japon/Inde grâce à l'intervention de Hiroko et de Pradeep Indulkar.

Même si la pluie s'est invitée par moments, il y a eu une grande affluence dans une bonne ambiance et les discussions menées avec les uns et les autres ont été intenses. Le salon a aussi permis de renouer les liens avec les organismes agricoles avec lesquels nous avons un point commun : la préservation de la terre agricole de toute contamination nucléaire !

À Metz, on se bouge contre Cattenom !

À l'appel de l'Association Internationale Contre Cattenom et de SDN Moselle, 300 personnes se sont rassemblées le 14 septembre Place de la République à Metz pour demander l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Cattenom. Dans cette centrale de 1300 MW, parmi les plus puissantes au monde, se multiplient les incidents. L'incendie impressionnant d'un transformateur et le rejet dans la Moselle de 50 000 litres d'acide chlorhydrique en sont les derniers témoignages.



Ex-ingénieur pendant 12 ans dans un centre de recherche atomique indien, Pradeep Indulkar a réalisé l'excellent documentaire *High Power* sur la réalité du nucléaire indien.

C'est dans le centre-ville de Metz que les 300 manifestants se sont ensuite déployés pour sensibiliser la population aux dangers du nucléaire et aux alternatives possibles. La manifestation s'est achevée avec les concerts d'Italao et du groupe franco-allemand Mannijo.

Plusieurs centaines de manifestants à Metz contre la centrale de Cattenom.



© François Drapeur

Tout naturellement, l'association Sortir du nucléaire Berry-Puisaye a rejoint le collectif et proposé la projection d'un film "Nucléaire, la bombe humaine" qui relate les mauvaises conditions de travail de 80 % des ouvriers de maintenance et prestataires du nucléaire. La projection était suivie d'un débat auquel étaient invités Dominique Huez et Daniel Luengo, respectivement médecin du travail et prestataire dans le nucléaire.

Le public a pu découvrir le quotidien des travailleurs précaires du nucléaire, baladés de centrale en centrale au gré des arrêts de tranche, passant d'une entreprise prestataire de service à une autre avec un suivi médical plus ou moins assuré, séparés de leur famille, pressés par les délais d'intervention de plus en plus courts exigés par EDF, stressés par les conditions extrêmes en milieu hostile, obsédés par la dose à ne pas dépasser et le risque d'irradiation ou de contamination...

Drancy : 1000 riverains mobilisés

Le samedi 21 septembre, une chaîne humaine s'est mise en place au Blanc-Mesnil (93), suite à la publication de l'arrêté préfectoral créant une zone d'exclusion de 620 mètres autour de la gare de triage de Drancy-Le Bourget, par où circulent de nombreux convois de matières nucléaires.

Cette décision technocratique ne résout en rien les potentiels dangers du site, mais spolie les dizaines de milliers d'habitants qui la subissent. Depuis juin, les riverains se mobilisent contre cette décision, et ils étaient cette fois-ci plus d'un millier à manifester ! Cette action citoyenne a permis que les municipalités aux orientations politiques différentes se tendent la main pour agir ensemble au service de l'intérêt général !



© JL Karikides

1000 riverains mobilisés à Drancy pour une chaîne humaine !

Les militants parisiens solidaires des victimes de Fukushima

Le 12 octobre à Paris, veille du grand rassemblement "No Nuke Day" au Japon, les militants parisiens se sont retrouvés place de la Bastille pour témoigner leur solidarité avec le peuple japonais, qui subit depuis bientôt trois ans la catastrophe de Fukushima. L'événement a été ponctué de discours et d'interludes musicaux, où deux artistes japonaises nous ont interprété des thèmes musicaux traditionnels.

Ces interventions ont permis de dénoncer une nouvelle fois les mensonges systématiques du gouvernement de Shinzo Abe, à l'heure où les premiers cas de cancers chez des enfants japonais sont découverts...

On court contre le nucléaire à Chinon !

La "corrida" de Chinon est une course à pied de 7 kilomètres, en soirée, sponsorisée par Areva et EDF. Deux membres du groupe local Sortir du nucléaire Touraine ont décidé d'y participer, habillés comme il se doit en tee-shirts jaunes et à la fin de la course, ils ont récupéré un drapeau antinucléaire chacun pour finir en beauté. Même s'ils n'étaient que deux à porter les couleurs de la sortie du nucléaire, comme dans tout sport, l'essentiel était de participer ! En espérant bien sûr que l'an prochain, les coureurs antinucléaires seront nombreux...



© SDN Touraine

Décidément, Areva et EDF ne peuvent jamais sponsoriser tranquillement un événement sportif



© Le Papillon et l'Empereur

Les actions "rond-point" de SDN Bugey font des petits !

Depuis deux ans maintenant, le groupe SDN Bugey organise tous les mois des actions "rond-point" dans l'Ain, afin de dénoncer les risques liés à la centrale mais aussi à la construction du centre ICEDA de stockage des déchets de démantèlement. Le groupe SDN Drôme-Ardèche s'est aussi saisi de cette forme d'action qui permet, même avec peu de militants, d'être très visibles !

Soirée-débat sur le nucléaire lors du Forum Social du Cher

Du 7 au 12 octobre, s'est tenu à Bourges et Vierzon le deuxième forum social local du Cher (Centre), organisé par un collectif d'associations sous le pilotage d'Attac 18. Le forum 2013 avait pour thème central "le travail", et plus précisément "le travail en éclats", pour dénoncer les atteintes au droit du travail et au respect de la dignité humaine.

Photo colonne de droite : Les militants parisiens se sont rassemblés en solidarité avec le peuple japonais, et ont pu informer de nombreux passants sur la situation réelle des Japonais et de Fukushima.

C'est ainsi que tous les 11 du mois, en référence à la date de la catastrophe de Fukushima, les militants se retrouvent à 18h autour du rond-point en contrebas de la préfecture de Valence pour tenir une banderole dénonçant les dangers du nucléaire et distribuer les tracts de la campagne "De la mine aux déchets, tou-te-s concerné-e-s". Rejoignez-les !

Sous couvert d' "accompagnement économique" dans les départements concernés par la grosse poubelle nucléaire de Bure, le lobby tend à s'étendre comme une pieuvre sur tout le territoire, prétextant "la création d'emplois", habituelle tarte à la crème. Tout ceci est le reflet d'une gestion des transports non maîtrisée et dangereuse !

En Meuse, une nouvelle lutte s'amorce...

Void-Vacon est une petite commune de la Meuse dans laquelle s'est implantée en 2009 une base logistique d'Areva, par laquelle doivent transiter des pièces à destination de l'usine d'enrichissement Georges Besse 2 et des centrifugeuses pour le site du Tricastin. Pourtant, des camions estampillés de trèfles radioactifs ont été observés à plusieurs reprises par des locaux. Il s'avère qu'en réalité, ce ne sont pas seulement des "pièces" qui transitent par Void-Vacon, mais aussi des matières radioactives : de l'hexafluorure d'uranium (UF6 naturel et appauvri) et du dioxyde d'uranium (UO2). Encore un mensonge par omission de la part du lobby nucléaire ?



© Francis Meinel

L'idée d'une réunion publique a donc émergé, afin d'informer les populations sur ce qui se trame dans leur département. Le maire de Void-Vacon ayant refusé de prêter une salle aux organisateurs, ils ont finalement été accueillis par le maire de Pagny-sur-Meuse. Malgré ce dialogue avec un élu, la grande majorité des questions posées restent sans réponse. Quelque chose est-il prévu en cas d'accident ? Les travailleurs sont-ils formés ? Les pompiers seront-ils prêts en cas d'accident ? Quelle quantité de matière transite par Void et combien de temps reste-t-elle sur place... ?

Printemps antinucléaire 2014 : un premier aperçu

Petit à petit, des actions de mobilisation se dessinent autour des commémorations de Fukushima et de Tchernobyl pour cette année 2014. Déjà deux événements, international et interrégional, sont prévus ce printemps, au jour où nous écrivons (mi-novembre 2013). Pour une information à jour des dernières actions prévues, rendez-vous sur : www.sortirdunucleaire.org/5jours

Les groupes antinucléaires alsaciens, suisses et allemands de la vallée du Rhin Supérieur, ainsi que le groupe Réaction en Chaîne Humaine d'Ardèche s'unissent pour préparer une action d'envergure européenne le 9 mars sur les ponts du Rhin.

Les objectifs sont de rappeler et commémorer la catastrophe de Fukushima, et ses conséquences hors de contrôle trois ans après, et notamment la pollution radioactive des eaux. Mais aussi d'exiger l'arrêt immédiat de Fessenheim, la plus vieille centrale de France, conformément aux promesses de François Hollande. Enfin, de demander à l'Union européenne le redéploiement du financement des centrales nucléaires vers les énergies renouvelables, la sortie du nucléaire et la mise en œuvre de la transition énergétique.

L'action aura lieu sur les ponts du Rhin, un lieu qui se veut symbolique de l'union des peuples riverains du Rhin et plus largement de tou-te-s les Européen-ne-s face au péril nucléaire. Elle veut aussi mettre en lumière la problématique de l'eau, puisque la plus grande nappe phréatique d'Europe se trouve sous la centrale de Fessenheim, et une pollution radioactive priverait d'eau potable les populations jusqu'à Rotterdam.

Les groupes antinucléaires se partagent les ponts, de Bâle à Strasbourg, et imaginent leur forme d'action sur chaque pont. Chaque pont est pris en charge par un groupe français et un groupe allemand ou suisse. Des manifestations finales — festives ou culturelles — sont prévues par certains groupes locaux.

Dans la vallée de la Loire, une grande manifestation se prépare à Chinon, avec festival et village alternatif. L'événement aura lieu le 12 avril, en espérant profiter des premiers rayons de soleil printaniers. De nombreux groupes du quart Nord-Ouest de la France se sont déjà réunis afin de préparer l'événement. Vous aussi, participez à l'organisation de cette journée en les rejoignant !

Ci contre : La plateforme logistique de Void-Vacon : les antinucléaires ont découvert un nouveau rouage des transports de matières radioactives



DR

Loin des zones irradiées

Accueillir des enfants de Tchernobyl et Fukushima

Durant l'été 2013, des enfants contaminés de Tchernobyl et Fukushima ont été accueillis par des familles françaises pour quelques jours de vacances. Entre cure sanitaire et partage d'émotions, ces séjours sont le fait de bénévoles. Nous avons rencontré deux familles qui ont hébergé chacune un ou deux enfants.

À 600 mètres d'altitude, dans les Vosges, Sofiya, Ukrainienne de 9 ans, va partager trois semaines de vie quotidienne avec Bertrand, Caroline et leurs enfants Marjane, 6 ans, Agathe, 3 ans, et Gaspard, 1 an. Ils répondaient à un appel de l'association Les Enfants de Tchernobyl, relayé par le Réseau "Sortir du nucléaire".

À quelques jours d'intervalles, dans la Loire, entre Saint-Étienne et Roanne, Albert et Minako ouvrent leurs portes à Yuna et Heruna, des jumelles âgées de 12 ans, originaires d'un village à 50 km de Fukushima. Minako, d'origine japonaise, a été bouleversée par la catastrophe de Fukushima et s'est rapidement investie, entre autres aux côtés de l'association des Enfants de Fukushima.



En France, plusieurs personnes se demandaient si elles n'allaient être contaminées à leur contact. Au Japon, elles cachent leur origine géographique. "Elles n'ont pas envie que l'on sache par peur de subir une ségrégation quand elles disent qu'elles viennent de Fukushima. Les garçons se méfient et elles ont peur qu'ils ne les aiment pas. Elles vivent une psychose au quotidien", témoigne Albert. Pourtant elles sont dynamiques et joyeuses. Créatives et intéressées.

Sofiya s'est intéressée à la poterie et à la peinture en compagnie de Caroline et "de temps en temps elle s'isolait dans sa chambre et redescendait avec un mobile qu'elle avait fabriqué en récupérant des papiers et les découpant. Un jour elle a fabriqué un pantin pour Gaspard."

Dans la Loire, Yuna et Heruna ont rencontré Les Semeurs d'Escampette qui cultivent des plantes médicinales. Ensemble "ils ont fabriqué une boîte à insectes qui a été installée sur des toilettes sèches". Au cours d'une sortie à une fête de la myrtille, après avoir mangé des tartes, Albert les a conduites dans la forêt où elles ont dégusté sur place des myrtilles cueillies à même le buisson. "Elles n'y croyaient pas que l'on pouvait les manger sans les laver. Au Japon, elles ont pour consigne de ne pas se rouler dans l'herbe, ne pas monter aux arbres, ne pas traîner dehors après l'école" à cause de la contamination.

Un autre jour, elles sont parties à la découverte de la flore locale avec une feuille de papier et un stylo. Cet atelier botanique fut l'occasion d'un échange linguistique. Les noms des plantes dessinées étant traduit dans les deux langues. "Au retour, elles avaient une pleine page de 13 espèces différentes d'arbres et de fleurs. Le lendemain, elles ont recopié sur un cahier puis Minako leur a fait découvrir ses cultures de plantes médicinales, ses huiles essentielles et leur en a expliqué les bienfaits."



La première motivation pour accueillir des enfants de zones contaminées était, pour Bertrand et Caroline, "l'aspect sanitaire, bien au delà du seul aspect des vacances. À la fin du séjour, les analyses de Sofiya montraient une baisse de 25 % de son taux de césium, en partie grâce à une alimentation non contaminée", précise Bertrand. Yuna et Heruna n'eurent pas la même chance. Elles vivent des complications respiratoires et digestives, ne peuvent pas manger n'importe quoi. Au Japon, elles ont déménagé à Kyoto pour quelques mois, avec leur mère qui refusait de leur donner du lait contaminé.

Bertrand et Caroline avaient pour consigne de s'occuper de Sofiya "comme un de nos enfants. Ni plus ni moins. Nous devons fixer les limites. Il a tout de même fallu une semaine d'adaptation. Avec quelqu'un en plus dans la famille au quotidien il y a eu une redistribution des places."

Pour les deux familles d'accueil, la barrière de la langue ne fut pas un problème. Dans la Loire, le japonais est la langue maternelle de Minako. Dans les Vosges, la sœur de Caroline parle le russe et "une interprète était d'astreinte en cas de problème. En plus d'un lexique fournit par l'association."

Pour Bertrand et Caroline, les enfants ont participé de par leurs jeux à dépasser cette frontière linguistique. Il y eut cependant quelques petits heurts. Ainsi un jour "Agathe n'avait pas été sympa avec son petit frère et Sofiya l'a grondée. Quand je suis arrivé, je n'ai pas réussi à expliquer à Sofiya que ce n'était pas à elle de régler ces problèmes."



Une autre incompréhension surgit au fil du séjour. "Elle imaginait que nous avions les moyens de lui acheter tout ce qu'elle voyait. Tout ce qu'elle voulait. Puisque nous pouvions l'accueillir, c'est que nous étions riches. D'un autre côté, elle était en vacances. Mais que faisons-nous quand elle veut des bonbons à longueur de journée ?"

Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, les familles sont prêtes à accueillir de nouveau des enfants. "Si nous en avons la disponibilité" explique Bertrand. En juillet dernier, Caroline et lui ne travaillaient pas et avaient du temps disponible. "Nous avons des enfants, nous trouvons cela enrichissant pour eux comme pour nous. Et ça collait bien au niveau de leur âge. Aujourd'hui se pose la question de savoir si nous devons donner la possibilité à un autre enfant de venir et de bénéficier des effets sanitaires ou d'accueillir à nouveau Sofiya ? Nos enfants se sont attachés à elle. Au départ, trois semaines cela paraît long et puis finalement ça passe très vite. Elle n'a eu aucun contact avec ses parents. La consigne était que, tant qu'il n'y avait pas de demande de l'enfant, il n'y avait pas de raison. Pour les parents biologiques, il leur avait été dit que "Pas de nouvelle, bonne nouvelle". Mais en cas de gros coup de blues, nous pouvions appeler l'interprète. Cela ne s'est heureusement jamais produit."

Pour Albert et Minako, le lien fut également très fort et depuis leur retour au Japon, Yuna et Heruna leur ont envoyé plusieurs lettres pour les remercier. "Ce que je craignais est arrivé, elles sont nostalgiques de leur séjour chez nous. Aujourd'hui (novembre 2013) Minako est au Japon. Elle a été invitée par la maman et les deux jeunes filles à leur rendre visite", raconte Albert resté dans la Loire. "Elles sont ravies du séjour qui leur a apporté de la joie et du plaisir de vivre."

Ces enfants sont les témoins vivants de deux catastrophes séparées par le temps mais qui continuent leur œuvre de contamination. Elles sont touchées dans leur corps mais aussi dans leur mental. De tels séjours leur permettent de souffler. De redécouvrir les choses simples de la vie, pendant un temps qui pourrait paraître court, mais qui leur apporte un moment de décompression et d'insouciance. Ce sont des enfants qui sont confrontées à l'inconcevable. À l'instar de ces deux familles, offrir quelques jours de vacances à ces enfants, c'est partager l'humanité qui est en nous.

"Apporter ce que l'on peut en sachant que cela ne résoudra pas tous leurs problèmes", précise Albert. Mais plusieurs jours de repos psychologique et sanitaire ne sont-ils pas nécessaires à ces enfants ? Devons-nous les abandonner à leur sort ? Ce n'est pas la position des associations et des nombreuses familles qui chaque année accueillent des enfants de Tchernobyl et de Fukushima.

En Alsace, ce sont deux cents enfants de Biélorussie qui ont profité de ces vacances. Une cinquantaine d'enfants japonais dans le sud de la France. À l'été 2014, pourquoi ne seriez-vous pas parmi ceux et celles qui offriront un peu de leur temps à ces innocentes victimes de l'industrie nucléaire ?

Jocelyn Peyret



DR

Les Enfants de Tchernobyl :
www.lesenfantsdetchernobyl.fr

Les Enfants de Fukushima :
www.fukushima-blog.com/projets-d%E2%80%99accueils-d%E2%80%99enfants-de-fukushima-en-france

Vite, des infos !

Lanceurs d'alerte et antinucléaires : le Japon choisit la répression

Le 6 décembre, la Diète japonaise a adopté la loi sur la protection des secrets d'État voulue par le Premier Ministre ultra-nationaliste et pro-nucléaire Shinzo Abe, malgré de nombreuses protestations et prises de positions contre cette loi, culminant en un rassemblement de dizaines de milliers de manifestants devant la Diète au moment du vote. La ministre en charge du projet de loi, Masako Mori, a confirmé que la loi pourrait s'appliquer à l'industrie nucléaire japonaise, car les centrales sont une cible potentielle pour les terroristes.

Ce manifestant est loin d'être le seul à pousser la comparaison entre Shinzo Abe et Hitler. Petit-fils du Premier Ministre et criminel de guerre Kinshi, Shinzo Abe est lui-même ultra-nationaliste et militariste.



© Financial Times

Sur son blog (<http://blogs.mediapart.fr/blog/yuki-takahata>), la journaliste japonaise et militante antinucléaire Yûki Takahata analyse en détail cette loi :

"Elle va autoriser les administrations à classer "secret d'État" toute information jugée sensible et relative à la sécurité nationale, à la diplomatie, au contre-espionnage et à la lutte contre le terrorisme. Or, la définition du "secret" est si vague que cette loi pourra permettre tous les abus et renforcer la culture du secret du gouvernement japonais et des administrations déjà bien ancrée, et cela d'autant plus qu'aucun organe de contrôle indépendant n'est prévu. Les administrations auront par ailleurs le droit de détruire les documents "secrets" avant la fin du délai légal de non-publication fixé à 30 ans [...]"

La loi constituera aussi un moyen puissant d'entraver l'accès à l'information des citoyens car elle permettra d'engager à leur encontre des poursuites et de les condamner jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et jusqu'à 10 millions de yens d'amende (environ 70 000 €). Cela concerne non seulement ceux qui auront divulgué une information dans les administrations, les Forces japonaises d'autodéfense et les organismes privés mandatés dans le secteur "sensible" (ce qui rendra de fait impossible l'existence des "lanceurs d'alerte"), mais aussi les journalistes, les citoyens et même les élus qui chercheraient ou inciteraient à chercher une information jugée "secrète". Par ailleurs, la personne soupçonnée de crime d'après la loi ne bénéficiera pas d'un procès équitable [...]"

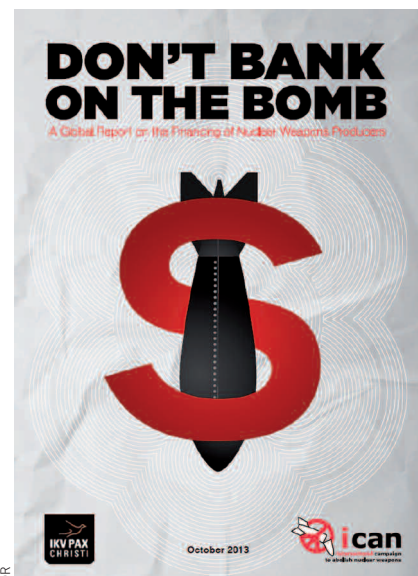
Elle permettra également de criminaliser toute activité et opinion exprimées à l'encontre des autorités, puisqu'est qualifiée de terrorisme "l'activité visant à imposer ses principes ou opinion politique ou autre à l'État ou à autrui" (article 12). Par exemple, une manifestation exigeant l'arrêt du nucléaire ou une demande de signature pour une pétition pourrait devenir un acte terroriste. [...] Par cette loi, tout citoyen pourra donc être soupçonné de "terrorisme" a priori, et une simple suspicion d'intention équivaudra à un passage à l'acte. [...]"

Parallèlement, selon l'Asahi Shimbun, entre mi-septembre et début décembre 2013, plus de 30 organisations et collectifs antinucléaires japonais ont été victimes d'une cyber-attaque massive de "dénis de service", visant à paralyser leurs serveurs informatiques par l'envoi automatisé de plus de 2,5 millions d'e-mails. La source de l'attaque n'a pas pu à ce jour être identifiée...

Neuf institutions financières françaises investissent dans les armes nucléaires

Rapport unique en son genre, Don't bank on the bomb (Ne misez pas sur la bombe), publié en 2013 par IKV Pax Christi et ICAN, explique en détail comment 298 institutions financières dans le monde, publiques et privées, dont neuf en France, continuent d'investir près de 314 milliards de dollars dans 27 entreprises impliquées dans la production, l'entretien et la modernisation des armes nucléaires.

Parmi ces 298 grands investisseurs financiers et prêteurs de ce "Groupe de la honte" (Hall of Shame) figurent AXA, la BNP Paribas, Covéa Mutual Insurance Group (comprenant les mutuelles GMF, MAAF et MMA), le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Financière de l'Échiquier, le Groupe BPCE, Oddo & Cie et la Société Générale, aux côtés d'autres grands noms de la finance internationale.



DR

Un accident nucléaire évité de peu en Grande-Bretagne

En octobre dernier, le journal britannique *The Independent* révélait qu'un accident nucléaire majeur aurait pu se produire le 29 juillet 2012, sur la base navale de Devonport, en plein cœur de la ville portuaire de Plymouth, qui compte plus de 250 000 habitants.

Pendant 90 minutes, une section entière de cette base de maintenance de sous-marins à propulsion nucléaire a été privée d'alimentation électrique, et dans l'incapacité d'assurer le refroidissement du cœur des réacteurs des sous-marins à quai, suite à la panne du système d'alimentation électrique principal et celle des générateurs diesel de secours.



© The Independent

Selon John Large, un expert indépendant qui a entre autres dirigé des investigations sur le naufrage du sous-marin nucléaire russe *Koursk*, "C'est incroyable que cela se soit produit. Il aurait pu y avoir des conséquences très graves. Des choses pareilles ne devraient pas arriver." Il estime que cet événement aurait pu entraîner un accident nucléaire grave avec d'importants rejets de radioactivité dans l'environnement, si l'un des sous-marins n'avait été à quai que depuis peu de temps, du fait du niveau de chaleur plus élevé à l'intérieur de son réacteur. La chance a voulu que tel n'était pas le cas...

L'enquête officielle relève une "incapacité à apprendre des incidents précédents et à mettre en œuvre les recommandations formulées dans les rapports concernant les précédents incidents".

Soutenons Michel Leclerc dans son combat contre l'industrie nucléaire

Dans notre revue n° 58, nous vous parlons du combat de Michel Leclerc, un ancien sous-traitant de l'industrie nucléaire, ayant contracté une leucémie chronique liée à son travail pendant 4 ans sur le site de la Comurhex-Malvési. En 1999, le tribunal des affaires de la Sécurité sociale reconnaît sa maladie professionnelle et la faute grave de la Comurhex. L'affaire ayant été renvoyée devant le TGI de Narbonne (l'entreprise sous-traitante ayant été mise hors de cause), celui-ci déclare en juin 2012 que la Comurhex, filiale d'Areva, est entièrement responsable de la maladie de Michel Leclerc.

Refusant de voir une corrélation entre cette maladie et les activités exercées sur le site, l'usine a fait appel de cette décision. Fin 2013, la Cour d'appel de Montpellier a infirmé le jugement antérieur qui reconnaissait la responsabilité de la Comurhex. Le Réseau "Sortir du nucléaire", qui soutient Michel Leclerc, a reçu avec tristesse et colère cette décision qui exonère une nouvelle fois les pollueurs de leurs responsabilités.

Ce jugement est en effet d'une extrême hypocrisie : la cour dégage la Comurhex de toute responsabilité, au motif qu'elle n'était pas l'employeur de Michel Leclerc. Certes, son employeur direct était la Serci, mais cette entreprise sous-traitante recevait directement ses ordres de la Comurhex. Il y avait donc un lien réel de subordination. De plus, c'était la Comurhex qui effectuait le suivi médical (par ailleurs déficient) des travailleurs.

L'employeur de Michel lui a caché les résultats de ses analyses de sang et lorsqu'il a appris la contamination en uranium de ses urines, il lui a été expliqué que c'était une contamination extérieure. Face à ces incohérences et pour faire reconnaître la culpabilité de la Comurhex, Michel a décidé de poursuivre son combat et de déposer un pourvoi en cassation. Un comité de soutien est en cours de création pour le soutenir, plus d'informations prochainement.



DR
Michel Leclerc

Greenwashing : Papa Noël enrôlé par EDF



DR

Ce dépliant a été conçu et réalisé par Exirys, une agence de "communication industrielle de proximité" (ça ne s'invente pas).

Géothermie à Bure : oui, l'ANDRA a menti !

L'étude réalisée par le cabinet suisse expert en géothermie Géowatt, à la demande du CLIS de Bure, en octobre 2013, montre clairement qu'il y a de la géothermie économiquement exploitable sous Bure, celle-ci restant à quantifier.

Selon Géowatt, "Un débit de 5 m³/h n'est à notre sens pas du tout représentatif des débits pouvant être obtenus à partir de formations présentant de telles transmissivités." "Nous estimons qu'il est possible d'obtenir des débits du même ordre de grandeur que les débits d'exploitation obtenus en région parisienne." "Nous sommes d'avis que les ressources géothermiques au Trias dans la région de Bure peuvent être exploitées de manière économique". Et, tout aussi important, "l'enfouissement des déchets radioactifs empêche l'accès aux ressources géothermiques dans une région donnée et crée ainsi une perte au niveau économique."

Des années de mensonges

Il y a donc sous Bure, tout comme en région parisienne, un bon potentiel géothermique exploitable. Cela fait plus de dix ans que des géologues indépendants ont lancé l'alerte. Ce potentiel était déjà annoncé dans les rapports du BRGM¹, établis entre 1976 et 1983 sur la base des données disponibles à l'époque. En vain. Il y a aujourd'hui une concordance parfaite entre ces travaux du BRGM à l'époque et les conclusions de Géowatt. Pourtant l'ANDRA² et l'ASN³ l'ont toujours nié. Ce qui vaut à l'ANDRA d'être assignée en responsabilité pour faute par six associations (voir revue 57).

Petite tromperie et gros effets

Les artisans du projet Cigéo d'enfouissement de déchets hautement radioactifs à Bure communiquent exclusivement aujourd'hui avec un outil cartographique du BRGM qui traite du potentiel des "aquifères superficiels" pour "l'installation de pompes à chaleur". Cela n'a rien à voir avec la puissante géothermie profonde et trompe ainsi le public non averti. Et pourtant les cartes des années 1980 établies par le BRGM concernant la région Lorraine sont tout à fait valables et explicites. Tout est fait pour cacher cette ressource !

Le choix du site de Bure contraire aux règles de sûreté

L'installation d'un stockage nucléaire souterrain est soumise à des règles préalables et strictes : pas de ressources exploitables, ni de potentiel géothermique à l'aplomb du site, selon le guide de sûreté 2008 de l'ASN... Il faut, d'une part, préserver nos descendants à la recherche d'eau chaude souterraine, de possibles et dangereuses intrusions dans la poubelle nucléaire et préserver des ressources d'un intérêt inestimable, d'autre part.



La région de Bure doit préserver ses ressources !

À l'heure où l'énergie est au cœur d'enjeux majeurs, c'est une politique de l'absurde que de stériliser une ressource écologiquement remarquable par les déchets du nucléaire. La production d'énergie locale est un formidable potentiel de développement -positif-, à court et à très long terme ; à mettre impérativement dans la balance des soi-disant retombées économiques de la poubelle nucléaire. Le choix de l'utilisation des sous-sols doit relever de la collectivité tout entière, pas d'une ANDRA seule, pressée d'enfouir au plus vite des déchets radioactifs encombrants pour la survie d'une industrie mortifère.

La Coordination BureStop demande :

- ◆ La poursuite par le CLIS³ des travaux d'investigations recommandés par le cabinet Géowatt, soit une étude de faisabilité technique et financière
- ◆ La réalisation d'un nouveau forage pour caractériser précisément la ressource et l'évaluation complémentaire du potentiel géothermique du bassin Permien de 2800 mètres d'épaisseur qui existe sous la région de Bure
- ◆ L'évaluation économique de la ressource géothermique
- ◆ La mise en contre-expertise par des organismes indépendants non affiliés à l'industrie nucléaire de l'ensemble des travaux de l'ANDRA effectués à Bure depuis l'implantation du laboratoire.

L'arrêt des travaux à Bure devient une évidence !

À Bure ou ailleurs, enfouir les déchets nucléaires n'est pas tolérable. L'urgence : arrêter d'en produire !

Coordination BureStop

Notes :

1 : Bureau de Recherches Géologiques et Minières, l'expert français en géothermie

2 : Agence nationale de gestion des déchets radioactifs

3 : Autorité de Sûreté Nucléaire

4 : Comité Local d'Information et de Suivi

Uranium appauvri : un **tueur** méconnu

Depuis quelques décennies, plusieurs pays ont recours aux armes à l'uranium appauvri (UA). Très chimiotoxique, ce sont aussi de puissantes armes radiologiques. Malgré les dangers qu'elles représentent, leur utilisation est encore légale. Revenons sur les dangers et les impacts de ces armes terribles.

Les armes à l'uranium appauvri, c'est quoi ?

L'uranium appauvri (UA) est un sous-produit de l'enrichissement de l'uranium et du traitement du combustible usé. Il ne possède pas les propriétés nécessaires pour être utilisé dans un réacteur mais cela ne le rend pas moins dangereux, bien au contraire. Par ailleurs, cette substance est très toxique. L'UA est utilisé dans l'armement pour ses propriétés physiques. Étant un métal lourd, il est d'une efficacité redoutable pour transpercer les parois des chars blindés. Il est tellement dur qu'il ne se déforme pas lorsqu'il entre en contact avec sa cible, mais s'enflamme, en relâchant en grande quantité de minuscules particules radioactives. Transportées par le vent, ces particules peuvent se retrouver dans l'eau, le sol, les nappes phréatiques... contaminant tout l'environnement. L'usage de l'UA vient une nouvelle fois contrecarrer le mythe d'une frontière imperméable entre le nucléaire militaire et civil. En effet, l'UA utilisé pour la fabrication d'obus-flèches provient de la filière civile, et notamment des étapes d'enrichissement et retraitement.

L'UA équipe aujourd'hui les chars Leclerc. En France, deux sites militaires accueillent les essais d'obus à l'UA : à Bourges (Cher), les essais se font en plein air, tandis qu'à Gramat (Lot), les tirs d'obus ont lieu dans des cavités souterraines¹. La Direction Générale de l'Armement assure qu'il n'y a aucun risque de contamination mais le secret-défense entourant ces essais ne permet pas d'en être certain.



© Christian Werner/LAIF/Der Spiegel

Où ces armes ont-elles été utilisées et quand ?

Ces armes ont d'ores et déjà fait beaucoup de victimes sur la planète, ayant été utilisées dans de nombreux conflits : en Ex-Yougoslavie, pendant le conflit qui a entraîné une intervention des forces de l'OTAN, en Irak pendant la Guerre du Golfe de 1991 et pendant l'intervention américaine de 2003. On soupçonne aussi les États-Unis d'avoir utilisé des armes à l'UA en Afghanistan. De plus, il y a de fortes suspicions d'utilisation d'UA pendant la guerre du Liban par l'armée israélienne. On estime que 140 000 kg d'UA auraient été utilisés dans ces conflits avant 2004².

Falloujah (Irak), 18 avril 2012. Yasir Ali Aftan tient dans ses bras sa fille Mariam, âgée de 10 ans. En 2003, elle avala de la poussière de la route. Peu après, son estomac pourrit entièrement, et fut enlevé à l'hôpital. Elle souffre également d'atteintes neurologiques.

Quels sont les impacts des armes à l'uranium appauvri ?

Les propriétés chimiques et radiologiques de l'UA ont des impacts désastreux sur l'environnement et les êtres humains. La contamination à l'UA se fait quasi exclusivement de manière interne, car le rayonnement émis par l'UA est très court. Ainsi, il y a trois voies majeures de contamination : par ingestion, lésion cutanée, ou par l'inhalation de particules, qui est la plus dangereuse pour les êtres vivants.

L'UA peut atteindre les reins, les poumons, le squelette, les organes reproducteurs, la thyroïde, les muscles, les ganglions lymphatiques ainsi que le système neurologique. Les types de pathologies observées sont principalement les cancers et les malformations congénitales. Les effets ne sont pas les mêmes selon l'intensité et la durée d'exposition, mais aussi selon la nature physique et chimique

Ci-contre : Une photo de promotion de son obus anti-char 105 mm par Dubrovken Ammo Industries. La seule tête perforante en uranium appauvri coûte 1150 dollars.

Notes :

1 : Jean-Dominique Merchet, "Plus de 2000 obus à l'uranium appauvri testés en France", Libération, 11 janvier 2001

2 : www.bandepleteduranium.org/en/overview-2#3



© Dubrovken Ammo Industries

Ci-contre : Falloujah (Irak), 23 avril 2012. Âgé de 3 ans, Mushin Sadiq est depuis sa naissance dans l'incapacité d'utiliser bras et jambes, malgré plusieurs opérations. Il souffre également d'une tumeur au cerveau.

de l'UA. En outre, les enfants sont beaucoup plus vulnérables aux effets de l'UA. La Commission Internationale de Protection Radiologique a été obligée d'admettre officiellement que, si le risque augmente en fonction de la dose reçue, il n'existe pas de seuil d'innocuité³. On observe ces pathologies chez les populations victimes de bombardements à l'UA, mais aussi chez les vétérans.

Une arme qui ne respecte pas le Droit International Humanitaire

Notes :

3 : Joëlle Penochet, "Les dangers de l'emploi de munitions à l'uranium appauvri", Médecines Nouvelles, 3^{ème} trimestre, 2002, pp.79-90

Malgré leur incroyable dangerosité, les armes à l'UA sont toujours "légales", bien qu'elles ne remplissent aucun des critères du droit international humanitaire, censé définir ce qui est "acceptable" lors d'un conflit. Tout d'abord parce qu'on ne peut pas limiter les effets de l'UA au champ de bataille. Avec le vent, les particules radioactives sont dispersées dans l'environnement et ne peuvent être circonscrites à un lieu donné. Cette dispersion peut donc atteindre des cibles dites "illégalles" : les civils, voire les pays voisins qui ne sont pas en guerre.

Deuxièmement, l'UA continue d'avoir des effets sur l'environnement et la population même après la fin du conflit. Il continue donc d'agir pendant des laps de temps très importants. En outre, procéder à un nettoyage des lieux contaminés apparaît complètement irréaliste au vu de la volatilité des particules, et l'UA continue à tuer, même des centaines d'années après la fin d'un conflit, quand plus aucun belligérant n'est encore en vie.

Au regard des effets de l'UA sur l'être humain, on ne peut qualifier cette arme d' "humanement acceptable". Elle provoque des pathologies extrêmement graves. Mais le plus inhumain ici vient du fait qu'en s'attaquant à l'ADN, l'UA met en péril le capital génétique des personnes et détruit à petit feu des populations entières. De génération en génération, les effets s'accumulent... Son utilisation constitue donc un crime contre l'humanité. Enfin, les effets de l'UA sur l'environnement peuvent être considérés comme irréversibles tant ils sont néfastes et perdurent dans le temps. Les eaux, les terres agricoles, l'air et, au final, toute la chaîne alimentaire sont contaminés.

Les armes à l'UA devraient donc être considérées comme illégales. Mais pour un arrêt définitif de leur utilisation, il faudrait que les instances internationales se saisissent du problème. Or, le chemin à parcourir

Voici une munition antichar à tête en uranium appauvri, destinée aux avions de chasse Aio "Tank killer".

Âgés de 7 ans, 8 ans et 17 ans, Yasir Abbas Hassan, Masoma Hassan Jassim et leur sœur aînée Madia Habib Hassan souffrent depuis la naissance d'une mutation de l'œil.



© Christian Werner/LAIF/Der Spiegel



est encore très long. D'autant plus que cela sous-entendrait que les pays utilisateurs de ces armes doivent procéder à la décontamination des zones où ils ont utilisé l'UA et au dédommagement des victimes. Les sommes à déboursier sont tellement colossales que rendre illégale l'utilisation de l'UA serait difficile à assumer financièrement pour les pays utilisateurs... Au détriment de vies humaines.

Les nouvelles révélations sur l'usage de l'uranium appauvri en Irak

Depuis 1959, l'Organisation mondiale de la santé est liée à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique par un accord qui lui interdit de publier des rapports qui concernent la radioactivité sans l'aval de cette dernière. De ce fait, aucun des rapports "critiques" de l'OMS sur les armes à l'uranium appauvri n'a jamais été publié.

Pour la première fois en 2011, une prestigieuse revue médicale, l'International Journal of Environmental Research and Public Health, publiait des données sur les conséquences de l'usage d'armes chimiques par l'armée américaine en Irak, et plus particulièrement d'armes à l'UA.

Les chercheurs font le lien entre les assauts de l'armée – dont la terrible opération militaire Phantom Fury de 2004 – à Falloujah et la croissance brutale des cancers, la hausse spectaculaire des fausses couches, des naissances prématurées, et des malformations congénitales.

Les armes utilisées dans ces combats contiennent des substances chimiques comme le phosphore, le napalm, et l'uranium appauvri. C'est sur ce dernier que se concentrent plus particulièrement les études.

Le bilan humain de ces assauts ne peut être définitif, et ne le sera jamais, l'UA provoquant des modifications génétiques irréversibles et qui s'accumulent dans le temps. Les Irakiens vont continuer de subir les détériorations de leur patrimoine génétique au fil du temps...

Récemment, de nouveaux chiffres sur les effets de l'UA sur la population irakienne ont été dévoilés. Des médecins de l'hôpital de Falloujah ont observé une croissance très inquiétante du nombre de bébés naissant avec des malformations congénitales : celles-ci concerneraient 144 naissances sur 1000, soit 14,4 %. Ce taux est normalement inférieur à 2 %, explique le docteur Alaani, qui étudie ce phénomène depuis de nombreuses années à Falloujah. Mais bien évidemment, l'OMS reste muette...

Mélanide Seyzériat

Élire des **maires**... pour la Paix ?

Le 6 août 1945, une bombe atomique frappe Hiroshima, provoquant la destruction de la ville et la mort de milliers de ses habitants. Le 9 août, le même cauchemar se reproduit à Nagasaki. Les mois et les années suivantes font découvrir l'horreur des effets secondaires catastrophiques qui frappent les survivants, parfois de génération en génération. Depuis cette tragédie, les maires successifs d'Hiroshima et de Nagasaki n'ont cessé de plaider pour l'abolition des armes nucléaires devant les grandes instances internationales. En 1982, ils décident de faire appel à la solidarité des villes du monde entier. C'est la création du réseau de collectivités locales Mayors for Peace (Maires pour la Paix).

Une mobilisation internationale grandissante

Au début, seules quelques dizaines de villes dans quelques pays répondent à cet appel, dont des villes françaises. En novembre 2013, elles sont 5804 dans 158 pays, dont 146 en France, et leur nombre croît chaque mois. Parmi ces collectivités, de nombreuses villes ravagées par la guerre, comme Ypres (Belgique), Granollers (Espagne), Caen (France) ou Halabja (Irak), et qui partagent le même message que les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki : "Plus jamais ça".

Maires pour la Paix fait résonner la voix des maires et de leurs citoyens qui proclament "Nos Villes ne sont pas des Cibles !" et qui se mobilisent pour qu'enfin les armes nucléaires soient interdites et éliminées et que cette menace fasse place à une culture de la paix telle que définie par l'ONU (résolution A/RES/52/13). Cette mobilisation s'organise du global au local, que cela soit par l'envoi de délégations d'élus membres lors des réunions de l'ONU sur le désarmement (TNP - Traité de non-prolifération), par la sollicitation régulière des gouvernements ou par l'organisation de formations et d'actions de sensibilisation (PLACP – Programme Locaux d'Action pour une Culture de la Paix) à destination des élus, agents territoriaux et citoyens.

préparatoire à la Conférence d'examen du TNP. L'organisation sera également impliquée dans les commémorations du 100^{ème} anniversaire de la Première Guerre mondiale à Sarajevo où elle réitérera son appel au règlement pacifique des conflits et son opposition aux armes de destruction massive.



© AFCD RP - Maires pour la Paix France

L'engagement des maires, un défi

Un des défis de ce réseau est de mobiliser des maires de toute appartenance politique et d'adapter ses actions en fonction des réalités locales. C'est pourquoi il s'est organisé peu à peu en branches nationales et régionales telles que l'AFCD RP-Maires pour la Paix France. Dans cet esprit, en septembre 2013, une Conférence pour les membres du pourtour de la Méditerranée a été organisée à Aubagne (13) par ses branches françaises, espagnoles et croates, dont l'objectif était d'examiner les enjeux pour parvenir à la paix dans cette région, notamment la question des armes de destruction massive qui menacent celle-ci.

En 2014, Maires pour la Paix poursuivra son travail de mobilisation des gouvernements sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires à travers sa campagne "Vision 2020", en coopération avec la campagne ICAN (Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires), lors de la conférence intergouvernementale de Nayarit (Mexique) et du 3^{ème} Comité

Les maires sont les plus proches représentants des citoyens. Ils sont garants de leur sécurité. À ce titre, la question du désarmement nucléaire les concerne au premier plan. **À la veille des élections municipales de 2014, il est essentiel qu'un nombre croissant d'élus en France s'emparent des sujets portés par ce réseau. Interpellez les candidats !**

Une mobilisation des édiles est cruciale pour appuyer les mobilisations citoyennes et ainsi faire évoluer la position de l'État français qui reste attaché à une doctrine d'un autre temps : la dissuasion nucléaire.

Michel Cibot

Délégué général de l'AFCD RP
— Maires pour la Paix France

Contacts :
www.afcd rp.com
Facebook : [facebook.com/reseauAFCD RP](https://www.facebook.com/reseauAFCD RP)
secretariat@afcd rp.com
tél. : 01 47 46 75 32

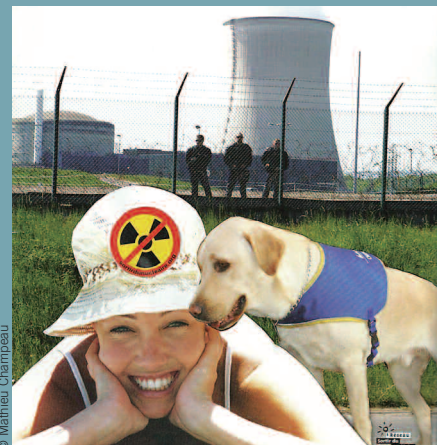
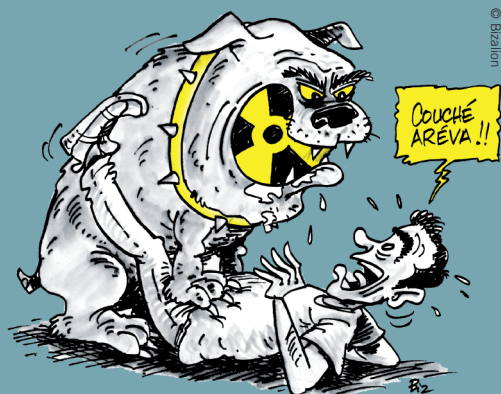
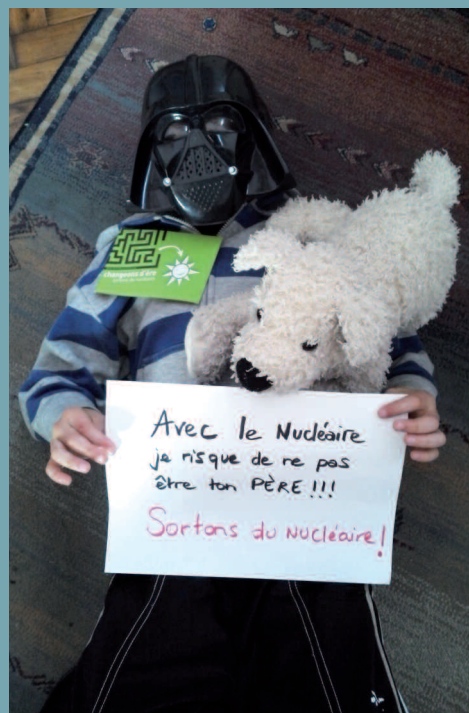
Bel élan de solidarité avec le directeur d'Areva-Tricastin !

Souvenez-vous : Frédéric De Agostini, directeur de l'usine Areva au Tricastin, demandait à son service de sécurité "une photo d'un militant antinucléaire au sol, un chien sur lui". Suite à notre appel, des militant-e-s ont mobilisé leur imagination, leurs crayons, leur chien ou leurs peluches pour aider Frédéric... Nous vous livrons une sélection de nos images préférées !

Frédéric De Agostini est directeur de l'usine Areva d'enrichissement de l'uranium implantée sur le vaste site nucléaire du Tricastin. Et il n'aime pas les antinucléaires... Suite à l'intrusion de militants de Greenpeace dans la centrale du Tricastin le 15 juillet 2013, M. De Agostini a écrit à son service de sécurité :

"Nous sommes dans une guerre médiatique que nous devons gagner [...] je vous demande de prendre les mesures les plus strictes en cas de tentative d'intrusion sur le site et comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je souhaite une photo d'un militant au sol, un chien sur lui, si cela devait arriver."

Face aux appels à la répression, l'humour est notre arme !





© X. Rabilloud - M. Schlicknecht



© X. Rabilloud - M. Schlicknecht



© Urban



© Nicole Rommet



© Dedei



© Noreau



© Etienne Davodeau



© Mathieu Champeau

Plutôt que de se préoccuper de "guerre médiatique", Frédéric De Agostini et ses homologues feraient mieux de s'attaquer aux graves problèmes de sûreté qui règnent sur le site du Tricastin.

La centrale du Tricastin, l'une des plus vieilles de France, montre des signes très inquiétants d'usure et aurait déjà dû être arrêtée depuis longtemps. Les cuves de ses réacteurs sont fissurées. Le 8 juillet 2013, une fuite de tritium - un dangereux élément radioactif qui provoque des lésions de l'ADN - y a été détectée, preuve du mauvais état des canalisations. Rien ne permet d'affirmer que la fuite n'a pas touché la nappe phréatique, contaminant les puits des riverains.

Le site du Tricastin abrite aussi une exceptionnelle concentration d'installations nucléaires : l'usine Comurhex de Pierrelatte, où est transformé l'uranium (et contre laquelle le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte suite à des dysfonctionnements en chaîne), l'ancienne usine d'enrichissement de l'uranium EURODIF, actuellement en cours de démantèlement, où l'on prévoit d'utiliser une substance proche du gaz moutarde pour nettoyer les canalisations ; l'usine Socatri, responsable en 2008 de la fuite de 74 kilos d'uranium dans un cours d'eau, et bien-sûr la nouvelle usine Areva-Georges Besse II d'enrichissement de l'uranium, que dirige Frédéric De Agostini.



© T. Roberts

Prolonger l'activité des réacteurs ? Enjeux et dangers

La prolongation des réacteurs jusqu'à 50 ans de fonctionnement est-elle déjà sur les rails ? Fin septembre, Jean-Marc Ayrault suggérait de "financer la transition énergétique" grâce au nucléaire, en mettant les centrales à contribution "pendant toute [leur] durée de vie restante". Quelques semaines après, une "source proche du gouvernement" évoquait dans le Journal du Dimanche l'octroi imminent à EDF du feu vert pour une prolongation "comptable" de la durée d'amortissement des réacteurs à 50 ans.

Info, intox, que faut-il en penser ? Quels seraient les risques d'une telle prolongation et ses impacts sur notre futur énergétique ? Entre les démentis des uns, les allusions des autres, où en est-on ?

n'est pas claire et que de nombreux ministres seraient prêts à passer toutes ses revendications à EDF — un comble alors que la loi est censée rendre à l'exécutif la capacité de fermer des réacteurs !

Le bâtiment réacteur n°1 de Fukushima, le 11 mars 2011, quelques semaines à peine après que l'autorité de sûreté nucléaire japonaise a autorisé la prolongation de son fonctionnement au-delà de 40 ans...



© TEPCO

Dans ces conditions on voit mal comment la promesse de "réduction de la part du nucléaire" se concrétiserait... à moins d'augmenter mécaniquement la part de toutes les autres sources d'énergie et donc les consommations, ce qui serait aussi irréaliste qu'anti-écologique !

EDF trépigne

Très endettée, l'entreprise compte bien allonger la durée d'amortissement des réacteurs à 50 ans, ce qui lui permettrait de réduire ses provisions pour le démantèlement des centrales. Pour parvenir au même montant, elle pourrait en effet mettre de côté une somme moins importante et la laisser fructifier tranquillement pendant une décennie de plus.

Cette proposition de prolongation "comptable" cache difficilement une volonté d'étendre la durée de fonctionnement effective des réacteurs. EDF ne fait pas mystère de sa volonté d'en prolonger certains, voire l'ensemble du parc, jusqu'à 60 ans. Au vu du chantier catastrophique de l'EPR, 4^{ème} génération toujours à l'état de recherche, le remplacement des centrales semble fort compromis. Le seul moyen pour EDF de maintenir son quasi monopole sur la production d'électricité est d'étendre la durée de fonctionnement légale des réacteurs... comme elle l'avait déjà fait en 2003¹. Une vaste opération de rénovation des réacteurs, estimée par EDF à plus de 50 milliards d'euros, est déjà en préparation sous le nom de "Grand Carénage"².

Notes :

1 : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Duree-de-vie-des-centrales-l-EPR-l>

2 : www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203012470332-edf-se-met-en-ordre-de-bataille-pour-prolonger-ses-reacteurs-nucleaires-607900.php

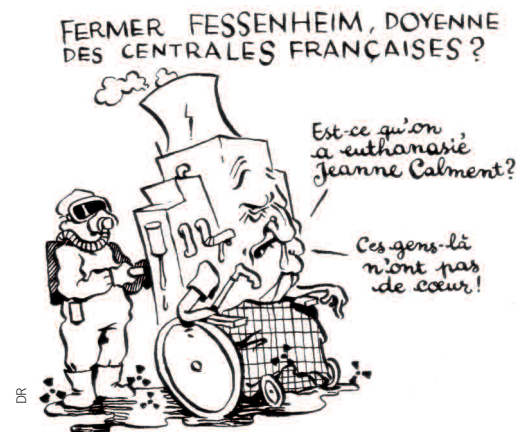
Un gouvernement incohérent

Très vite Philippe Martin, ministre de l'Écologie, tente de faire taire la rumeur "Ce ne sont pas les commissaires aux comptes d'EDF qui détermineront la politique énergétique française !" proteste-t-il. De son côté, Arnaud Montebourg déclare le 12 novembre, qu'à part Fessenheim, aucune centrale n'est censée fermer, sous-entendant de fait que les autres réacteurs seront prolongés pour une durée indéterminée... Et pendant ce temps, l'ex-ministre Delphine Batho, elle, prétend que la décision d'allonger la durée d'amortissement des centrales, qu'elle approuve, serait déjà prise depuis longtemps.

Il semble finalement que la décision finale sera reportée aux débats sur la loi de transition énergétique, et en tout cas après les élections municipales et européennes : affaibli, le gouvernement ne prendra sûrement pas le risque d'un clash supplémentaire avec EELV. Toujours est-il que la ligne politique



© Réseau "Sortir du nucléaire"



L'Autorité de Sûreté Nucléaire tente de se faire entendre

Quant à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, grande oubliée des discussions, elle rappelle fermement que la décision doit passer par elle et qu'elle n'a pas donné son accord de principe pour laisser fonctionner les centrales au-delà de 40 ans. Ce n'est qu'en 2015 qu'elle se prononcera, mais elle exprime déjà son scepticisme, car une telle prolongation aurait des impacts lourds sur la sûreté !

Prolonger les réacteurs et toute la filière, c'est accroître le risque d'accident

En France, une vingtaine de réacteurs a déjà dépassé 30 ans de fonctionnement, durée approximative pour laquelle ils ont été conçus. Problème : le vieillissement des installations est un phénomène inéluctable et contre lequel on ne peut agir qu'à la marge. Une centrale n'est pas une voiture qui peut repartir allègrement pour 15 000 km après une petite révision et quelques changements de pièces. Les matériaux qui composent les centrales nucléaires sont soumis à une usure bien particulière et deviennent plus fragiles sous l'effet de l'usure.

Une telle décision aurait pour conséquence d'augmenter encore le risque d'une catastrophe dans une de nos centrales, et de prolonger d'autant le fonctionnement de toute la filière nucléaire, ainsi que les risques et pollutions qu'elle engendre, de l'extraction de l'uranium au stockage des déchets, en passant par le "retraitement" du combustible usé.



Un "Grand Carénage" qui pourrait virer au "grand carnage"

Pour parer aux risques du vieillissement (et intégrer les prescriptions de sûreté post-Fukushima), EDF compte sur le programme du "Grand Carénage", démarré en 2012 et qui doit concerner toutes les centrales françaises, en commençant par celle de Paluel et qui doit s'achever en 2025.

Mais dans quelles conditions ces grands travaux vont-ils se dérouler ? Certains évoquent déjà un "grand carnage" : ces opérations lourdes réquisitionneront trois fois plus de personnel, imposant de

recourir à des travailleurs non qualifiés, probablement sous-payés et peu informés des risques. Tout devant être achevé avant les visites décennales des 40 ans des réacteurs (24 d'entre eux ayant déjà dépassé les 30 ans), on peut également craindre des opérations menées au pas de course, dans des conditions difficilement soutenables pour les travailleurs, où la logique économique prendrait le pas sur la sûreté. En effet, les 50 milliards d'euros évoqués par EDF relèvent d'une estimation grossière, qui ne sera sans doute pas à la hauteur des travaux à effectuer.

Étendre la durée de fonctionnement des réacteurs signifie aussi mettre en danger ceux qui les font fonctionner, aux premières loges face à la multiplication des incidents. C'est également condamner les travailleurs en charge de la maintenance à opérer sur des matériaux qui seront devenus eux-mêmes beaucoup plus radioactifs avec le temps. Par ailleurs, avec le départ en retraite de 50 % des effectifs d'EDF d'ici 2017, les travailleurs perdront en compétence. Faute de transmission, on peut redouter que ces derniers se mettent en danger sans le savoir.

Prolonger : reculer pour mieux sauter !

Retarder le départ en retraite des réacteurs signifie donc accroître les risques... mais aussi perdre un temps précieux sur la construction de notre avenir énergétique. En misant autant sur la perpétuation de la capacité nucléaire, EDF et le gouvernement négligent les investissements incontournables dans l'efficacité et les énergies renouvelables. La France risque bien de rater le coche de la transition énergétique !

Si cette prolongation se confirme, elle promet des problèmes de sûreté graves et une situation énergétique ingérable dans une décennie : des incidents récurrents, des réacteurs fatigués, continuellement arrêtés car trop fragiles... et pas de production alternative pour prendre le relais. Entre-temps, le prix du pétrole n'aura sûrement pas baissé et l'épuisement des fossiles aura conduit à se tourner vers des combustibles de plus en plus polluants. Risque nucléaire ET effet de serre, voilà l'avenir que nous promet EDF !

Nous allons droit dans le mur. C'est maintenant ou jamais qu'un changement radical de politique énergétique doit s'amorcer. Alors que doit être présentée au printemps une loi qui engagera la France dans des choix lourds de conséquences pour les prochaines décennies, l'heure est à la mobilisation ! Pour dire non à la prolongation du risque nucléaire, le Réseau lance un appel à 50 jours d'actions partout en France au printemps prochain, entre le 9 mars (Fukushima) et le 26 avril (Tchernobyl). Retrouvez notre appel au dos de cette revue.



La sortie du nucléaire marque des points !

Pollution à l'uranium au Tricastin : victoire définitive contre Areva-Socatri

La société Socatri, une filiale d'Areva implantée sur le site du Tricastin, est chargée de la maintenance et du démantèlement de matériaux radioactifs, ainsi que du traitement des effluents radioactifs et industriels des sociétés Areva du Tricastin.

En juillet 2008, suite à une fuite accidentelle, 30 m³ de déchets liquides contenant plus de 74 kg d'uranium ont été rejetés dans les cours d'eau avoisinants, privant la population d'eau potable et polluant des lieux de baignade fréquentés. La pollution correspondait à 27 fois la limite annuelle des rejets autorisés. Le Réseau "Sortir du nucléaire", de même que de nombreuses associations et citoyens, a porté plainte et s'est constitué partie civile. Après 5 ans de procédures judiciaires, la Cour de cassation a définitivement condamné les pollueurs, en reconnaissant Areva-Socatri coupable de toutes les infractions. La société a écopé de 300 000 € d'amende et 230 000 € de dommages et intérêts pour les riverains touchés.

Gain supplémentaire : cette décision a un impact considérable sur la jurisprudence environnementale. Le délit de pollution des eaux sera désormais constitué dès lors qu'un déversement conduit les autorités publiques à prendre des mesures de restriction d'usage de l'eau et/ou d'interdiction de baignade.

Vidéo "choc" : les aveux d'un ex-patron de la sûreté nucléaire

En 3 mn, une vidéo "choc" à voir absolument et à diffuser largement, si ce n'est déjà fait ! Gregory Jaczko a été pendant 3 ans le président de l'autorité de sûreté nucléaire des États-Unis. Tirant les leçons de Fukushima, ses récentes déclarations sont véritablement fracassantes. Les pronucléaires américains le considèrent désormais comme un ennemi... À voir sur notre site web www.sortirdunucleaire.org



EPR de Flamanville : le ministère du Travail interrompt le chantier

Le pont polaire est une énorme machine de levage, essentielle à l'installation des équipements du réacteur EPR en chantier à Flamanville. Le 16 octobre dernier, une pièce du chariot du pont polaire casse et fait une chute de plus de 20 mètres. Par miracle, aucun salarié n'est blessé. Mais l'Autorité de Sûreté Nucléaire décide alors de procéder au contrôle de ce pont polaire. Surprise : l'ASN recense 15 non-conformités, et la SOCOTEC, société accréditée par EDF pour vérifier la machine, en compte 43 !



Quelques exemples : EDF a ajouté sur le pont deux chariots provisoires de levage... incompatible avec le chariot déjà installé. Il peut donc y avoir collision des chariots alors même qu'ils transportent des masses de plus de 500 tonnes. Pire : il n'existe aucun dispositif d'arrêt d'urgence ! On relève également l'absence de dispositif limitant les charges soulevées ou l'absence d'accès de secours aux extrémités du pont...

Malgré les alertes de l'ASN et de la SOCOTEC, EDF s'apprêtait à utiliser cette machine le 18 décembre pour mettre en place la cuve du réacteur, mettant ainsi en danger les salariés et les installations. L'ASN a donc dû saisir le Ministère du travail en toute urgence pour mettre en demeure in extremis l'électricien d'interrompre le chantier. EDF a 6 mois pour se mettre en conformité... d'ici là, impossible d'utiliser le pont polaire. Encore un retard substantiel – et des surcoûts à l'avenant – pour l'EPR.

Pour le ministère, ces non-conformités induisent des "risques pour les salariés amenés à intervenir lors de ces opérations de levage notamment risques de chutes, de collision et d'accrochages de charges, d'écrasement du personnel ou de heurt des salariés lors des manutentions".

Au-delà de la mise en cause d'un modèle particulier de réacteur, les problèmes de l'EPR offrent un avant-goût inquiétant du "Grand Carénage", cette série de travaux prévus sur tous les réacteurs pour allonger leur durée de fonctionnement. Si le chantier

Ci-contre : Aperçu du pont polaire (machine jaune) en haut du bâtiment réacteur sur le chantier de l'EPR finlandais à Olkiluoto.

du "fleuron" de l'industrie nucléaire se déroule dans ces conditions, comment peut-on espérer que les conditions soient meilleures sur les autres centrales ? Incohérences et malfaçons supplémentaires, risques pour les travailleurs et sûreté dégradée : voilà ce qu'amèneront probablement ces travaux.

Source : Médiapart

Un influent ex-Premier Ministre japonais appelle à la sortie du nucléaire

Jonichiro Koizumi a été Premier Ministre du Japon de 2001 à 2006, une durée exceptionnellement longue dans le régime politique japonais : depuis, le chef du gouvernement a changé tous les ans. À l'époque, il était lui aussi pro-nucléaire et a mené sa politique en conséquence, mais depuis Fukushima, il a complètement changé d'avis...

L'actuel Premier Ministre Shinzo Abe, qui fut le chef de cabinet de Koizumi de 2005 à 2006, mène une politique pro-nucléaire que son ex-patron l'appelle à abandonner. Koizumi, retiré de l'arène politique, conserve néanmoins une influence notable dans la société japonaise, et en particulier au sein du parti actuellement au pouvoir, le LDP.



Florilège des récentes déclarations de Koizumi :

"Actuellement, l'opposition promeut une société sans nucléaire et seul le LDP [le parti au pouvoir] s'y oppose. Mais je pense que 50 % des députés du LDP sont en fait favorables à la suppression de l'énergie nucléaire. Ils ne peuvent pas exprimer leur opposition à l'énergie nucléaire parce que [le premier ministre] Shinzo Abe la promeut. Mais si Abe décide de supprimer l'énergie nucléaire, personne au sein du parti ne protestera."

"Si le LDP décidait d'abandonner l'énergie nucléaire, tous les partis politiques seraient d'accord puisque l'opposition défend déjà cette politique. [...] Quel projet magnifique et fantastique ce serait !"

"Les gens du milieu économique disent que l'option zéro nucléaire serait irresponsable, mais ce qu'il l'est bien plus c'est de continuer sur la voie de l'énergie atomique alors même qu'il n'existe aucun lieu de traitement des déchets."

"Est-ce qu'il ne serait pas plus constructif d'employer pour les énergies renouvelables

l'argent qui est dépensé pour construire des centrales, au prétexte que cela est nécessaire pour la croissance économique ?"

"Je pense que nous devrions arrêter tous les réacteurs maintenant. Si nous redémarrons les réacteurs [actuellement arrêtés suite à Fukushima], la seule chose qui en résultera, ce sera plus de déchets nucléaires."

"Rien n'est plus coûteux que l'énergie nucléaire."

Sources : Reuters, Sciences et Avenir, Bloomberg, Japan Times

États-Unis : encore deux ex-futurs réacteurs nucléaires !

En novembre 2013, la société Luminant, propriétaire des deux réacteurs de la centrale de Comanche Peak (Texas), a annoncé qu'elle suspend sa demande d'autorisation pour la construction des deux réacteurs supplémentaires prévus depuis 2006 sur le site.

En effet, son partenaire industrie Mitsubishi Heavy Industries est trop occupé à essayer d'obtenir le redémarrage de ses réacteurs à l'arrêt au Japon suite à la catastrophe de Fukushima, et a annoncé que l'élaboration d'un document clé de la procédure risque de prendre des années de retard.

De plus, Luminant constate que la conjoncture économique et les prix bas du gaz naturel condamnent actuellement toute rentabilité d'un tel investissement. Décidément, la renaissance nucléaire américaine ressemble fortement à une agonie...

Sources : texasvox, dallasnews, star-telegram

Russie : le projet nucléaire de Kaliningrad semble bel et bien mort

En mai 2013, le projet de construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires à Kaliningrad (Russie) avait pris du plomb dans l'aile, suite notamment à l'impact de la mobilisation internationale (notamment celle des Amis de la Terre France), qui avait fini par dissuader diverses banques et investisseurs français et étrangers de co-financer le projet. De nombreuses entreprises de sous-traitance et leurs travailleurs avaient été priés de rentrer chez eux, certains n'étant même pas payés.



DR
Le projet de deux nouveaux réacteurs sur le site de la centrale de Comanche Peak (USA) est "suspendu"... peut-être définitivement ?

Le 26 avril 2013, des militants russes protestent devant le siège de la Société Générale à Kaliningrad contre l'implication de la banque française dans le financement du projet nucléaire.

Quelques mois après, des représentants de Rosatom (l'électricien russe) ont admis que le projet pourrait être retardé de plusieurs années, que sa conception pourrait être totalement revue (en privilégiant des réacteurs de puissance bien plus réduite), etc.

Décembre a apporté son lot de nouvelles qui tendent à confirmer une mise en sommeil durable, et peut-être définitive, du projet : le budget fédéral dédié à la région de Kaliningrad, qui comprenait un budget dédié au projet nucléaire pour la période 2014-2020, a été rejeté. De plus, le géant russe du gaz, Gasprom, a annoncé qu'il prévoit de construire à Kaliningrad un stockage de gaz naturel et une nouvelle centrale au gaz. Cela n'est pas annoncé comme la substitution d'un projet à un autre, mais ça y ressemble fort...

Source : Ecodefense

Allemagne : le secrétaire d'État à l'Énergie est un promoteur de la sortie du nucléaire

Lors des élections fédérales de septembre 2013, la chef de la CDU, la chancelière Angela Merkel — qui a dû se résoudre après Fukushima à confirmer la sortie du nucléaire malgré ses propres convictions pro-nucléaire — a remporté une victoire a priori éclatante, mais a perdu son allié de choix, le parti libéral FDP, qui a subi un échec historique. Une coalition CDU-FDP aurait pu menacer la sortie du nucléaire...

Merkel a donc dû trouver péniblement un accord de coalition gouvernementale avec les socio-démocrates du SPD, le parti qui, en coalition avec les Verts, avait en 2000 pris la décision initiale de sortie du nucléaire.



© Heinrich Böll Stiftung

Le chef du SPD Sigmar Gabriel se retrouve vice-chancelier, à la tête d'un super-ministère de l'énergie et de l'économie. Le secrétariat d'État à l'économie revient à Jochen Flasbarth (SPD), qui préside depuis 2009 l'Agence fédérale de l'Environnement, Jochen Flasbarth (SPD). Mieux encore, le secrétaire d'État à l'énergie est un Vert, l'économiste Rainer Baake, fondateur d'un think tank sur la transition (Agora Energiewende). Mais Baake était surtout le secrétaire d'État au ministère de l'environnement de 1998 à 2005 : il a joué un rôle clé dans la négociation de l'accord de sortie du nucléaire !



Bulletin d'abonnement et de parrainage

BR60

À renvoyer par courrier, accompagné de votre règlement par chèque, à :
Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04

Libellez votre chèque de règlement à l'ordre de Sortir du nucléaire.

- Je m'abonne à la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" pour 1 an (4 numéros) au prix de 12 €.
- J'offre un abonnement à un proche ou un-e ami-e pour 1 an (4 numéros), au prix "spécial parrainage" de 8 €, pour lui faire découvrir la revue "Sortir du nucléaire".
- Abonnement "petit budget" : je n'ai pas les moyens de payer un abonnement à votre revue, mais afin de me tenir informé-e, je souhaite la recevoir gratuitement pendant 6 mois (2 numéros).

Indiquez vos coordonnées pour recevoir la revue. Merci d'écrire très lisiblement et en caractères d'imprimerie.

Mes coordonnées :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Pays (si hors France) :
Courriel :

J'offre un abonnement à :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Commune :
Pays (si hors France) :

Pour abonner plusieurs personnes, joignez leurs coordonnées sur papier libre et un règlement correspondant.

La politique antinucléaire de l'Autriche

Lorsque, aujourd'hui, le gouvernement autrichien prend une position ferme contre le projet de la Commission européenne d'autoriser des subventions directes et massives aux nouveaux réacteurs, il est loin, le temps où le chancelier Kreisky, à dix jours du référendum du 5 novembre 1978 sur la centrale de Zwentendorf, diffamait les adversaires du nucléaire comme n'étant que "quelques extrémistes de gauche et de droite" ! Aujourd'hui, nous avons toute une population de ces "extrémistes" : à 90 %, les Autrichiens sont en faveur "d'une sortie du nucléaire immédiate et définitive" en Europe (sondage mars 2011).

Le référendum national de 1978 sur le nucléaire, du jamais vu, a été suivi d'une autre première mondiale, la "Loi interdisant la fission nucléaire à des fins énergétiques". Autre fait remarquable : malgré l'absence de projet atomique industriel sur le territoire, des ONG ont poursuivi la lutte. Fruit de ce travail continu à la base, le parlement a inscrit à la Constitution, vingt ans "après Zwentendorf", le 13 juillet 1999, une nouvelle "Loi pour une Autriche non nucléaire", bien plus complète :

Sur le territoire autrichien :

1. Il est interdit de fabriquer, stocker, stationner, transporter, tester ou utiliser des armes nucléaires.
2. Il est interdit de construire des installations servant à la production d'électricité par la fission nucléaire.
3. Il est interdit de transporter des matières fissiles (sauf conventions internationales) ; est exempt de cette interdiction le transport aux seules fins pacifiques (médecine, etc.).
4. Une législation appropriée devra garantir la compensation adéquate de dommages qui interviendraient en Autriche à la suite d'un accident nucléaire. Disposition réalisée par la loi sur la responsabilité nucléaire, également de 1999, la seule au monde à exiger des réparations illimitées ; paieront constructeurs, opérateurs et fournisseurs nucléaires.

Et on n'est pas retournés à la bougie !

L'explication de la réussite économique autrichienne sans recours au nucléaire n'est pas que "les Autrichiens importent de l'étranger, voire de Tchernobyl, l'électricité nucléaire dont ils ont



© atomstopp_oberesterreich.at

besoin" (le prix Nobel G. Charpak, le 31 janvier 1997 sur France 2). D'abord, l'Autriche a exporté, depuis 1978, autant d'électricité qu'elle en a importé. Ensuite, la part de l'électricité nucléaire importée dans sa consommation est d'environ 4 %. Rien de cette part nucléaire n'a jamais été fourni par un des réacteurs ayant continué de fonctionner à Tchernobyl après 1986. Enfin, l'amendement en juillet 2013 de la loi EIWOG stipule que tout kWh d'électricité importé en Autriche doit être garanti par un certificat d'origine. Les dispositions de détail rendent désormais nettement plus difficile de cacher derrière ces certificats des importations d'origine nucléaire par le biais du réseau européen. Même si la triche, le greenwashing, restent possibles.

L'explication sérieuse de la réussite autrichienne, c'est que le refus du nucléaire a libéré l'initiative pour les renouvelables et l'efficacité. Les économies d'énergie se sont de plus en plus imposées dans tous les secteurs. Place modeste au chauffage électrique. Production simultanée d'électricité et de chaleur par la quasi-généralisation du cycle combiné, surtout au niveau des électriciens municipaux. Construction, remise en service, modernisation d'un nombre considérable de mini-centrales hydrauliques. 70 % de l'électricité produite provient de l'hydraulique, avec une poursuite modeste de grands et moyens barrages, parfois légitimement contestée. Essor de la biomasse avec des réseaux de chaleur performants (alimentant des ensembles tels que écoles-mairie-HLM), avec notamment l'utilisation de déchets forestiers. Maisons modèles à énergie positive exportées dans le monde, dont beaucoup utilisent de nouvelles technologies du bois. Essor du solaire : avec 625 m² de capteurs installés pour 1000 habitants, l'Autriche occupe le troisième rang en Europe derrière Chypre

"La campagne des 100 sommets" pour pousser l'Autriche à sortir d'Euratom. Une lutte toujours en cours...



© PLAGE

La "brochure Euratom" du mouvement antinucléaire autrichien : "État nucléaire, deuxième essai ? De l'intégration civile et militaire de l'Autriche dans la Communauté atomique européenne." Publié en 1993, en vue du référendum de juin 1994 sur l'adhésion à l'UE. 70 pages en grande partie toujours d'actualité !



© Friedl Fessler

Ci-contre : La veille du référendum du 5 novembre 1978, une magnifique action des antinucléaires, en pleine montagne, près d'Innsbruck, pour dire "NEIN" ("NON") au démarrage de la centrale de Zwentendorf.



Un moment de la déposition, à Munich (Allemagne), des 440 000 objections formulées par des citoyens et des collectivités autrichiens contre l'usine de retraitement de déchets hautement radioactifs projetée à Wackersdorf, au printemps de 1988.

et la Grèce pour le parc solaire thermique. On voit ce qui aurait été possible pour un pays plus ensoleillé comme l'Hexagone, où 1000 habitants totalisent environ 30 m² à la même époque...

À l'international, "de l'eau dans le vin antinucléaire"

L'arrêt, en 1989, du chantier de l'usine de retraitement du combustible usé des centrales allemandes, à Wackersdorf (Bavière), fut une victoire capitale de la coopération transfrontalière.

Pour le nucléaire des pays d'Europe centrale et de l'Est, résumons des situations autrement complexes en signalant deux facteurs essentiels : d'un côté, la politique autrichienne a souvent manqué de conséquence. Ainsi pour le "protocole de Melk". Dans cet accord, le gouvernement Schüssel et la Tchéquie fixaient, en 2001, les mesures de sûreté indispensables à réaliser avant même que les premiers essais puissent être autorisés à la centrale de Témélin. Le gouvernement autrichien n'a pas insisté quand l'électricien CEZ a procédé aux essais, ni même quand l'agence de sûreté nucléaire SUBJ a donné le feu vert au démarrage du réacteur.

À propos de l'URSS : l'Autriche, très touchée par les retombées de Tchernobyl, n'a même pas essayé d'obtenir de l'URSS (ou de la Russie) des compensations. De même que le ministère de la Santé n'a jamais commandé d'étude épidémiologique sur les effets de Tchernobyl sur la santé. Alors que c'est un secret de polichinelle que, quelques années après le passage du nuage radioactif, les troubles de la thyroïde, y compris des cancers, se sont multipliés en Autriche.

Cela, comme d'autres inconséquences de la politique autrichienne, peut aussi tenir à la présence à Vienne du siège de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). La plus grande institution de lobbying nucléaire du monde est implantée à Vienne, côtoyant ainsi le gouvernement et le parlement autrichiens. Tout ce "prestige", ces quelques milliers d'employés bien payés – perdus si l'AIEA s'en allait ! Cela peut faire "réfléchir"...

Réformer EURATOM ou en sortir ?

Le bilan de l'action autrichienne au sein des instances de l'UE est également mitigé. Des prêts EURATOM ont été accordés à la Roumanie, après un simulacre d'étude d'impact, pour construire le réacteur Cernavoda-2, à l'Ukraine (réacteurs Khmel'nitski-2 et Rovno-4), et à la Bulgarie (Kozlodui-5 et 6). L'Autriche reste impuissante. Dans le cas du réacteur à fusion ITER, c'est carrément l'autr...uche que font, face au mirage, nos deux partis principaux, les chrétiens-démocrates (ÖVP) et les sociaux-démocrates (SPÖ). L'illustration la plus frappante en est notre ministre de la Recherche, Elisabeth Gehrer : le 25 novembre 2004, elle apprend par la télévision que son secrétaire d'État, E. Mainoni, dépêché à Bruxelles, va voter, après échange avec l'association PLAGE et seul parmi 25 autres ministres, contre le financement d'ITER. Aussitôt, sa ministre de tutelle prend l'avion pour "éjecter" son sous-ministre de sa chaise et assurer ainsi l'unanimité nécessaire des États-membres de l'U.E. en faveur de la construction d'ITER à Cadarache.

Exemple positif : Le soutien des propositions de réforme en profondeur du traité EURATOM élaborées lors de la Convention pour une Constitution européenne (2000 – 2005) par une coalition d'ONG, mais aussi par des membres Verts et sociaux-démocrates de la Convention ; déclaration commune de cinq États-membres, dont l'Autriche, en faveur d'une révision du traité EURATOM, en annexe au Traité constitutionnel (2003).



En 2012, manifestation devant le siège de l'AIEA à Vienne, pour protester contre l'accord de 1959 (toujours en vigueur) qui subordonne l'OMS à l'AIEA pour tout ce qui touche à la radioactivité.

D'un autre côté, l'héritage stalinien et la connivence de pays occidentaux, comme les USA et la France, ont vite refermé les fenêtres ouvertes par la composante écologiste du grand bouleversement de 1989 en Europe de l'Est. Ainsi, tôt dans les années 1990, un conseil des ministres à Prague n'a voté la poursuite de la construction de Témélin qu'à une majorité de 11 contre 8. La coopération entre ONG tchèques et autrichiennes, mais aussi les offres d'aide financière et technologique faites par l'Autriche officielle pour remplacer le nucléaire, améliorer l'efficacité énergétique, etc., avaient commencé à porter des fruits. Le cours des "choses nucléaires" aurait pu basculer... Mais la démocratisation, le vrai débat public en matière nucléaire dans les ex-satellites de l'URSS n'ont finalement pas eu lieu. Il faut accorder quelques circonstances atténuantes aux gouvernements autrichiens dans leur action face aux nucléocraties tchèque, slovaque, hongroise, slovénienne...

Ci-contre : Manifestation internationale contre le traité Euratom à Bruxelles en juin 2003, avec notamment le Réseau et l'association autrichienne PLAGE.



Mais depuis dix ans maintenant, cette révision a toujours été refusée. Elle requiert le consentement de tous les États-membres... Reste l'option de quitter EURATOM : le pays souhaitant sortir agit par sa propre initiative, est maître de ses actes, le tout est affaire de négociations. Certes pas simples, car ce serait une grande première ! Trois expertises provenant de professeurs de droit international et constitutionnel (Autriche : M. Rotter, 2003, M. Geistlinger, 2005 ; Allemagne : B. Wegener, 2007) confirment que juridiquement, un État peut quitter EURATOM tout en restant membre de l'Union.

C'est pourquoi, depuis la fin du processus constitutionnel de l'UE (2005/2006), la quasi totalité des organisations antinucléaires et environnementales mène campagne pour obtenir que l'Autriche annonce son retrait d'EURATOM. Une foultitude d'activités ont fait de la population autrichienne sans doute la première à peu près consciente du poids écrasant de cette forteresse en papier qu'est pour l'establishment nucléaire le traité EURATOM : brochure, pages internet, campagne "des 100 sommets", apparition spectaculaire d'un groupe de danseurs anti-EURATOM, très élégants, dans le bal de l'Opéra de Vienne, devant 5000 participants venus du monde entier, dont des chefs d'État, de grands industriels, artistes, etc. Et une douzaine de motions introduites par les partis d'opposition au Parlement pour réclamer au gouvernement d'entamer le processus de sortie d'EURATOM. Motions repoussées à chaque fois, il est vrai, par la coalition gouvernementale SPÖ-ÖVP (Parti Social-démocrate et Parti populaire autrichien).



© PLAGE

À Salzbourg, devant le monument qui commémore la victoire contre le projet d'usine de retraitement à Wackersdorf (Allemagne), Heinz Stockinger (à gauche) et le professeur de droit international Michael Geistlinger présentent une décision fictive du gouvernement autrichien de quitter Euratom.

Cependant, la pression exercée en continu sur le gouvernement, et renouvelée depuis Fukushima, fait fonction d'aiguillon. Le résultat le plus récent en est l'attitude ferme de nos gouvernants face au projet d'autoriser des subventions nationales massives aux nouvelles centrales nucléaires, d'abord au consortium mené par EDF pour construire et exploiter Hinkley Point C en Grande-Bretagne. La résistance de l'Allemagne, du Danemark et de l'Autriche a déjà amené la Commission européenne à retirer sa proposition. Et le 23 mai 2013, le ministre autrichien de l'Économie, Reinhold Mitterlehner, a assuré à la Coordination antinucléaire autrichienne (ÖNA) que l'Autriche épuîsera tous les recours juridiques, qui iront, "le cas échéant, jusqu'à une plainte devant la Cour de justice européenne". Comme quoi, si le gouvernement autrichien et les antinucléaires ne marchent pas main dans la main, ceux-ci peuvent tout de même faire bouger celui-là dans la bonne direction !

Heinz Stockinger

Universitaire, militant contre l'industrie nucléaire depuis 1977 et président de la Salzburger Plattform gegen Atomgefahren (PLAGE – Association salzbourgeoise contre les dangers nucléaires).



© Atomkraftfreileben.at



À la veille du référendum de 1978, inscriptions à la main et affichettes cherchent à parasiter le message des affiches pro-nucléaire géantes. Sur les affichettes rouges : "C'est vous qui payez les affiches pour le OUI avec votre facture d'électricité".

Ci-contre : Le 15 février 2007, trois couples de danseurs antinucléaires arborant le slogan "Raus aus Euratom" s'introduisent au prestigieux bal de l'Opéra de Vienne, auquel participent des chefs d'États, des patrons de l'industrie, etc.

Que faire d'une centrale prête à fonctionner mais jamais mise en service ?

Après bien des péripéties depuis le référendum de 1978, aujourd'hui Zwentendorf sert de centre d'entraînement : c'est la seule centrale nucléaire grandeur nature au monde où toutes sortes d'entreprises liées au nucléaire viennent faire entraîner leur personnel dans un environnement à cent pour cent réaliste mais sans le moindre risque radioactif... Il y a même une firme indienne, PM DIMENSIONS, "Engineering Services & Workforce Development", qui y organise régulièrement des cours.

Dans un sens contraire, en 2010, l'électricien régional EVN, propriétaire du site, y a créé un Centre de recherche photovoltaïque, en coopération avec la Technische Universität de Vienne. Ce centre symbolise la voie des renouvelables, prise au lieu de la voie nucléaire. Renouvelables dont la somme, à travers le pays, substitue et dépasse la capacité énergétique qu'aurait eue le réacteur. Ainsi, Zwentendorf lui-même est aujourd'hui le signe manifeste de toute une réorientation en matière de politique et d'entrepreneuriat énergétiques.

Fousse-magne : l'ambition d'une politique énergétique municipale

La commune de Fousse-magne, située dans le Territoire de Belfort et comptant moins de 1000 habitants, met en place depuis plusieurs années une politique énergétique fondée sur les économies d'énergie et les renouvelables. À l'initiative de cette politique, son ex-maire Louis Massias a lancé en parallèle une nouvelle aventure, la coopérative énergétique solidaire ERCISOL.

La logique de cette action municipale : miser sur les économies d'énergie et développer localement des unités de production d'énergie citoyennes, proches des utilisateurs et respectueuses de l'environnement, pour contribuer à la nécessaire transition énergétique globale.

L'action municipale à Fousse-magne

En 2004, Fousse-magne est la première commune de Franche-Comté à octroyer des aides aux habitants lorsqu'ils s'équipent en énergie renouvelable (chauffage bois, eau chaude solaire, chauffage solaire, photovoltaïque, géothermie). Les économies d'énergie passent d'abord par une meilleure isolation et une sensibilisation aux économies et apprendre à consommer autrement.

De 2005 à 2011, la commune a procédé à toute une série d'opérations relatives à la maîtrise de l'énergie et aux énergies renouvelables. En 2005, la vieille chaudière au fioul de la mairie est remplacée par une chaufferie à granulés-bois de 60 kW, qui chauffe le secrétariat de mairie, la salle du conseil municipal, les archives, la salle des associations et trois logements.

En 2006, Fousse-magne souscrit avec EDF un contrat de fourniture d'électricité 100 % d'origine renouvelable pour la Maison des Arches (salle commune et médiathèque). En 2007, la commune, profitant de l'extension de l'école, installe une chaudière à plaquettes de bois de 80 kW avec réseau de chaleur. Cette chaudière chauffe le groupe scolaire de 1000 m² (maternelle et élémentaire) et l'atelier municipal.

Fousse-magne renforce l'isolation de l'école maternelle construite en 1992 et en remplace les convecteurs électriques par un chauffage central alimenté par la chaudière au bois. Elle récupère également l'eau de pluie pour les sanitaires de l'école dans une citerne de 20 m³ et installe un chauffe-eau solaire.

En 2009, la commune installe une centrale photovoltaïque d'une puissance de 32 kWc sur le toit du groupe scolaire qui fournira plus de 30 000 kWh/an d'électricité revendus à EDF. Cette installation permet d'éviter le rejet de 4700 kg de CO₂ par an.

En 2010, la commune installe une centrale photovoltaïque d'une puissance de 18 kWc sur le toit de la Maison des Arches qui fournit plus de 14 000



© ERCISOL

kWh/an d'électricité revendus à EDF. L'installation permet d'éviter le rejet de 2200 kg de CO₂ par an.

Autre initiative cette année-là, en février, la commune met en place sept horloges astronomiques contrôlant l'éclairage public et permettant de le couper entre 23h30 et 5h30 dans tout le village. Cette décision fait économiser annuellement environ 40 000 kWh d'électricité (soit 50 % d'énergie en moins et 3000 € économisés) et éviter l'émission de 6450 kg de CO₂ par an pour un investissement de l'ordre de 4000 € amorti au bout d'un an et demi.

En 2011, la part du photovoltaïque a alors couvert 53 % des besoins électriques totaux de la commune, éclairage public compris.

En 2011, pour tenir compte des nouvelles contraintes environnementales, le conseil municipal a décidé que tous les propriétaires de logements achevés avant 1989 et ayant réalisé des travaux pour les économies d'énergie (isolation, installation d'équipements éligibles au crédit d'impôt) seront exonérés à 100 % pendant 5 ans de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Grâce aux bénéfices des deux centrales photovoltaïques (23 135 € en 2011), la commune a remplacé 62 luminaires de rue énergivores par des luminaires économes en énergie. L'économie prévue sur la facture électrique est de 53 %.

Louis Massias a quitté son mandat de maire en juin 2012, mais le travail continue pour l'équipe municipale. Dans les tuyaux de l'équipe : le futur musée dans l'ancienne synagogue sera chauffé par géothermie verticale, une petite éolienne sera installée à proximité du groupe scolaire et avec les bénéfices des centrales photovoltaïques, il sera procédé au remplacement de tous les lampadaires de rue restants par des luminaires économes en énergie.

Ci-contre : Une centrale photovoltaïque de 32 kWh sur le toit du groupe scolaire de Fousse-magne.

La chaufferie de 80 kW du groupe scolaire et de l'atelier municipal de Fousse-magne.



© Louis Massias

Ainsi, Foussemagne a déjà atteint l'objectif qu'avait fixé le Grenelle de l'environnement de parvenir à 23 % d'énergies renouvelables... en 2020 ! La commune n'utilise plus d'énergie fossile pour le chauffage de locaux communaux. Autre fierté des élus, la commune compte plus de 30 % de logements sociaux.

Pour le traitement et la déshydratation des boues de la station d'épuration de Montreux-Château, la communauté de communes décide de construire une serre solaire de 50 x 12 m. Elle produit ainsi 60 tonnes de matière sèche par an en divisant par 5,6 le volume de ces boues, sans odeurs. Les coûts de transport sont ainsi diminués d'autant et les boues sont destinées à l'épandage agricole.

La communauté de communes a également remplacé le chauffage au fioul de son siège par un chauffage géothermique vertical. Deux forages ont été exécutés à une profondeur de 11 et 17 m (nappe phréatique). C'est donc désormais une pompe à chaleur eau/eau d'une puissance de 5,29 kW (27 kW restitués) qui chauffe les locaux. Elle sert aussi pour l'eau chaude sanitaire et la chaudière fioul est conservée en tant que chauffage d'appoint.

ERCISOL, la coopérative citoyenne

Désormais, Louis Massias consacre principalement son engagement à la coopérative solidaire ERCISOL (Énergies Renouvelables Citoyennes et SOLidaires), une société de production d'énergies d'origine renouvelable en chaleur et énergie électrique, initiée avec des amis. La société a été créée fin 2010 avec 35 membres fondateurs. Cette société a un fonctionnement coopératif avec "1 personne = 1 voix" quelle que soit sa participation au capital. Le président et les membres du comité de gestion sont élus pour 3 ans renouvelables ; leurs fonctions sont bénévoles.

Le capital est variable et à ce jour il est constitué de 105 associés ; ce qui permet à toute personne intéressée par la production d'énergies renouvelables de se porter candidat pour entrer au capital. Les associés sont des personnes résidant sur tout le territoire national. L'avantage est de pouvoir réaliser des projets dans toutes les régions parce que nous pourrions toujours compter sur la proximité de l'un de nous.

La force de la société réside aussi dans cet esprit de solidarité qui permet de mobiliser rapidement des fonds sous forme d'avance pour financer si nécessaire des acquisitions urgentes. ERCISOL a



© Ercisol

Les associé-e-s d'Ercisol en pleine assemblée générale.

aussi obtenu l'agrément "entreprise solidaire" délivré par la Préfecture de Belfort. Ce qui permet de récolter de l'épargne salariale des entreprises qui ont obligation de placer une partie dans une entreprise solidaire. Le but est aussi de se passer le plus possible des banques. Le pouvoir économique doit revenir aux citoyens en privilégiant les productions locales.

Pour ERCISOL, chaque projet important fait l'objet de la création d'une filiale auquel doit pouvoir participer la population locale, ERCISOL gardant la gouvernance. Aujourd'hui, ERCISOL exploite déjà une centrale photovoltaïque de 95 kWc à Ebersheim (67) qui produit 110 000 kWh/an. ERCISOL a aussi fait l'acquisition d'une autre centrale hydraulique de 200 kW à Moyenmoutier dans les Vosges. La production potentielle est d'un million de kWh/an. Elle a déjà créé deux emplois tout en faisant travailler les artisans locaux.



© Ercisol

Le barrage de la centrale hydraulique de 200 kW à Moyenmoutier (88).

D'autres projets sont dans les tuyaux de la coopérative. À ce jour, les projets en voie de concrétisation sont :

- ◆ la construction d'une centrale hydraulique de 400 kW dans les Vosges (88) avec le soutien de la Préfecture.

- ◆ l'acquisition et la rénovation d'une centrale hydraulique de 150 kW en Isère (38).

- ◆ la construction d'une centrale hydraulique de 160 kW dans un ancien moulin, propriété de la commune de Nérac (47).

- ◆ la construction d'ombrières de 100 kWc permettant de couvrir 56 places de parking dans une zone industrielle dans le Territoire de Belfort (90).

L'ensemble de ces réalisations permettra de produire plus de 4 500 000 kWh/an et d'alimenter en électricité (hors chauffage) l'équivalent de 1500 foyers. Mais ERCISOL ne compte pas s'arrêter là ; l'objectif est de devenir un producteur d'énergie d'origine renouvelable important et créateur d'emplois.

Alain Fousseret



© Ercisol

Plus d'infos :
www.foussemagne.com
www.ercisol.com

Ci-contre : Les associé-e-s d'Ercisol devant le toit photovoltaïque d'Ebersheim (18 août 2012).

Fluctuation du soleil et du vent : on sait gérer !

Pour affronter les enjeux écologiques et énergétiques majeurs de notre siècle, la France se doit d'accepter une utopie mobilisatrice : viser une production d'énergie reposant à 100 % ou presque sur des sources renouvelables, à l'instar d'autres pays européens (Danemark, Allemagne, Portugal...) bien plus courageux et avancés dans cette voie.

Mais on entend souvent que, comme le soleil ne brille pas en permanence, pas plus que le vent ne souffle constamment, cela serait impossible à moins d'installer de nombreuses centrales à charbon pour compenser leur intermittence. Qu'en est-il vraiment ? Décryptage.

Les renouvelables sont variables, mais pas "intermittentes"

Les promoteurs du nucléaire (mais aussi des fossiles) mettent souvent en avant la soi-disant intermittence des énergies renouvelables pour les disqualifier, ou plus subtilement défendre une prétendue indispensable complémentarité avec les renouvelables. Pourtant, la variabilité (ou fluctuation) de celles-ci ne se confond pas avec l'intermittence. Pour bien comprendre ce qu'est l'intermittence, en voici deux exemples - gérés depuis toujours par EDF¹, sans protester :

◆ Est intermittente également une centrale de production "en base" qui tombe en panne et prive le réseau, d'un seul coup, d'une puissance de plusieurs centaines de MW, de manière parfaitement imprévisible. Nos réacteurs nucléaires en sont un très bon exemple. EDF semble pourtant gérer. Et en vouloir encore longtemps.

Pour les principales d'entre elles (éolienne, photovoltaïque, marines, biomasse), les productions renouvelables se caractérisent par leur dépendance aux cycles naturels.

La "fluctuation" dont nous devons relever le défi, celle des éoliennes par exemple, est, elle, non seulement prévisible (les prévisions de vent sont aujourd'hui très fines), mais le vent ne s'arrête jamais brutalement ; de sorte que la puissance d'une machine parmi les plus courantes oscille, en période de vent - c'est-à-dire 80 % du temps, prévu plusieurs jours à l'avance -, entre 50 et 2000 kW, mais très fréquemment stabilisée à sa puissance maxi, dès que le vent souffle à une quarantaine de km/h à hauteur de moyeu (à 70 m du sol au minimum).

Tout comme la puissance de production photovoltaïque oscille, dans des plages horaires bien connues (sauf passages nuageux), entre 5 % et 100 % de sa capacité crête. Certes, à partir d'une certaine heure, la production s'arrête. Mais cela est parfaitement prévu.

Notes :

1 : Depuis le début des années 2000 c'est RTE, filiale d'EDF, qui en a la charge.

2 : RTE s'en alarme désormais (voir son bilan électrique 2012, sur les pics de consommation/thermosensibilité)

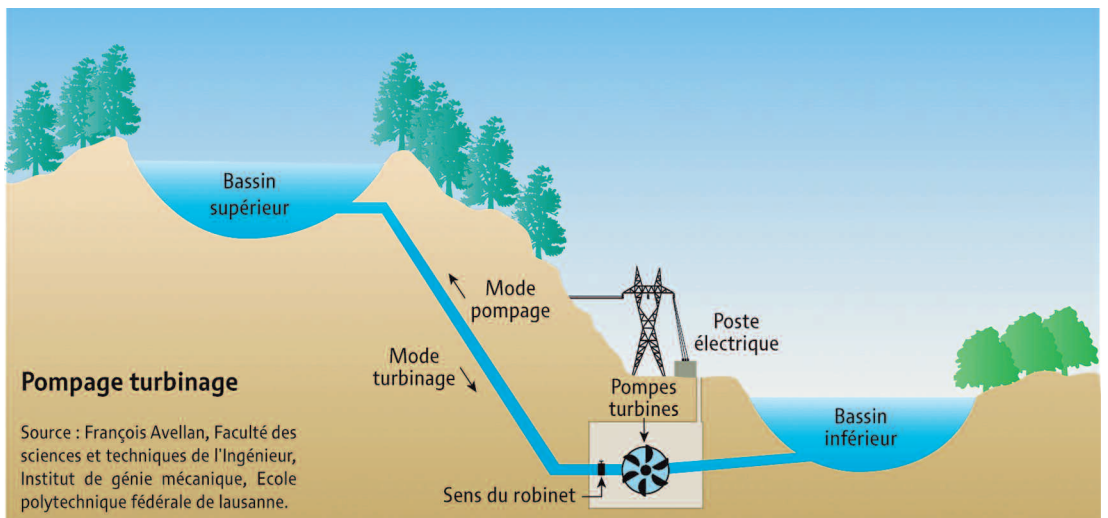
Le 26 avril 2013, un "monument antinucléaire éphémère" à base de chauffages électriques est érigé devant la centrale de Golfech. Chaque année, le chauffage électrique consomme la production de 10 à 11 réacteurs nucléaires !



© Marc Saint-Arnaud

◆ Est intermittent un convecteur électrique, lequel passe des dizaines de fois par jour des positions "marche" à "arrêt" : c'est tout ou rien ; de 1 ou 2 kW à zéro, sans transition. Il y en a en France autant que dans le reste de l'Europe (25 millions ?). Non seulement EDF s'en accommode, mais en est depuis des décennies un grand promoteur².

Station de transfert d'énergie par pompage (STEP) : quand on a trop de courant, on pompe de l'eau vers un réservoir en hauteur ; quand on en manque, on relâche l'eau pour faire tourner les turbines de générateurs.



Source : François Avellan, Faculté des sciences et techniques de l'Ingénieur, Institut de génie mécanique, Ecole polytechnique fédérale de lausanne.

De même qu'est parfaitement prévue la séquence de production des hydroliennes exploitant les courants, ou celle des usines marémotrices exploitant les marées. ³

Les prévisions de la production fluctuante permettent ainsi une programmation avec faibles marges d'erreur et, par conséquent, une planification aisée de la production d'appoint ⁴. Notons que celle-ci n'est pas obligatoirement issue de ressources fossiles ou fissiles. Les appoints peuvent exploiter, pour commencer, des énergies renouvelables stockables ; ou bien la transformation par divers moyens des excédents de production électrique renouvelable (la nuit ou l'été) : stations de transfert d'énergie par pompage-turbinage, production par électrolyse de méthane ou d'hydrogène stockables dans les réseaux de gaz naturel existants, etc.

La technique n'est pas la seule réponse

Néanmoins, ces techniques ne sont pas les seuls moyens d'adaptation pour un meilleur calage de la production avec les cycles (journaliers ou saisonniers) de consommation. D'autres formes d'adaptation sont également possibles : question d'organisation.

Chercher à caler notre activité selon les rythmes de la nature n'a rien de scandaleux. Les différends de consommation en sont l'un des meilleurs exemples. D'abord parce que nous le faisons déjà, tout simplement en acceptant majoritairement de travailler le jour et de prendre nos vacances l'été, selon "arrivages" du flux solaire.

Pour aller vers notre utopie, il nous faudra juste (ré)apprendre à vivre avec les saisons. Pour quelles raisons ne pourrions-nous pas accepter une forme d'organisation sociale s'adaptant aux rythmes de production des énergies renouvelables ? Cela ne veut nullement dire que nous resterions tous à la maison, tous appareils éteints, les jours nuageux sans vent.

Des pans entiers de la production et des consommations associées pourraient s'organiser de manière à optimiser l'exploitation de ces flux. Est-il indispensable, ou même utile, de tout dimensionner à l'échelle d'un pays ou d'un continent pour que toutes les consommations possibles d'énergie puissent avoir lieu à tout moment ? C'est pourtant ce modèle que nous vendent les grands énergéticiens, publics et privés, sous l'emballage de la "sécurité d'approvisionnement".

À contre-courant de ce modèle, certains fournisseurs suisses proposent la double distribution électrique dans les logements et obligent, par des prises de courant spécifiques, le branchement de certains appareils gros consommateurs sur un réseau dédié. Lequel ne distribuera le courant qu'à certaines heures seulement. Ce choix n'a rien à voir avec la rhétorique du pays sous-développé, telle qu'on l'entend souvent dès que la politique centrée sur l'offre, menée par EDF depuis 40 ans, est à peine questionnée.

Question de sobriété, non d'abstinence

Avant de choisir notre modèle de réseau, la question énergétique exige également de réfléchir à une cure d'amaigrissement : nos surconsommations électriques, ou énergétiques en général, conduisent nos réseaux à la saturation.

L'attitude de sobriété, qui devrait guider nos comportements et soigner notre boulimie, est antagonique de la logique congénitale de notre programme nucléaire, lequel pariait, dès sa conception, sur une consommation en forte croissance permanente ; de gré ou de force. ⁵

Les conséquences de cette politique de l'offre, outre le fait que la consommation totale n'a jamais atteint les niveaux prévus - et ce malgré la surconsommation qui en a résulté comparativement à nos pays voisins ⁶ -, a nécessité la multiplication et le renforcement des lignes HT et THT (Haute Tension et Très Haute Tension) ; qui ne seront jamais suffisantes. La preuve en est dans les records absurdes de consommation de pointe constatés en France à chaque hiver.

À titre de comparaison, prenons - encore - le cas de l'Allemagne : avec ses 80 millions d'habitants, elle connaît une pointe de consommation appelant une puissance de 80 GW. Alors que l'Hexagone, avec 60 millions d'habitants, doit mobiliser 100 GW. Pourtant, toute cette puissance française est à peine suffisante lors des pics de froid ⁷. Ainsi, le réseau français est absurde, à la fois surdimensionné et insuffisant.



De plus, notre production centralisée, composée de grosses unités, a donné lieu à une architecture de réseau pyramidale, conçue pour "acheminer" le courant uniquement du haut (la centrale) vers le bas (les 30 millions d'abonnés). Est-on sûrs de son efficacité ?



© Energie-tipp.de

Notes :

3 : Les autres énergies renouvelables ne sont pas fluctuantes : du fait de leur facilité de stockage pour la biomasse (solide, liquide ou gazeuse) et dans une certaine mesure pour l'hydraulique de barrage ; ou à cause de leur flux continu pour la géothermie.

4 : RTE a développé le système de prévision des productions éolienne et solaire (IPES : Insertion des Productions Eoliennes et solaires) qui obtient de bons résultats.

5 : Dès son lancement en 1973, il nous prévoyait une consommation de 750 TWh en 2000, soit 3/4 de plus que la consommation réelle cette année-là. Et ce malgré les efforts pour nous pousser à surconsommer, en faisant la promotion du chauffage électrique et des chauffe-eau électriques à accumulation.

6 : Plus 30 % par rapport à l'Allemagne, hors usages thermiques, entre 1990 et 2008.

7 : En France métropolitaine, chaque degré en moins l'hiver appelle une puissance de 2300 MW électriques (les besoins de Marseille) supplémentaires (si on en dispose), ou les importations correspondantes (si nos voisins, l'Allemagne principalement, en offrent). À défaut, notre réseau s'écroule. Voilà la raison pour laquelle nos gestionnaires de réseau sont sur les dents chaque hiver entre le 15 novembre et le 15 mars.

Quand le réseau électrique révèle un modèle de société

Notes :

8 : Tout comme sera "distribuée" la richesse qu'elle permet de générer.

L'avènement des énergies renouvelables, majoritairement décentralisées, permettrait facilement une distribution locale du courant qu'elles produisent si nos réseaux suivaient un dessin cellulaire et un fonctionnement "neuronal", dont la principale caractéristique est une plus grande capacité d'interconnexions entre utilisateurs, à l'instar des synapses dans un système nerveux.



© Energies des Fées

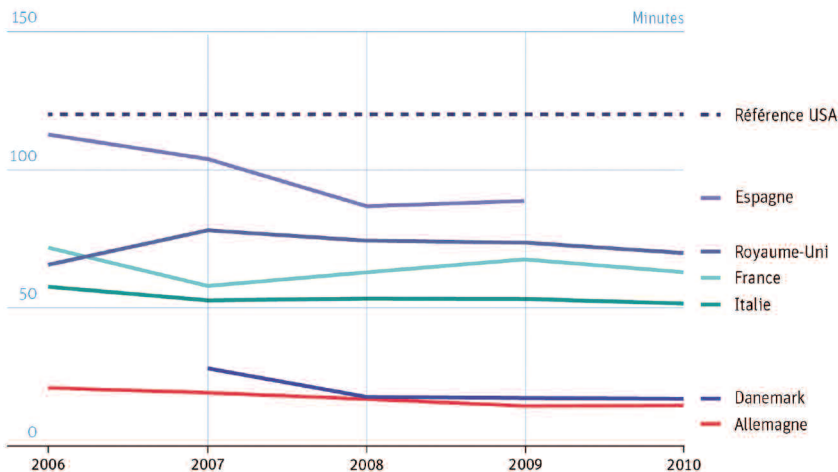
Alors que le réseau électrique français induit, compte-tenu de son aspect pyramidal et donc de son grand éloignement entre le lieu de production et le lieu de consommation :

- ◆ une grande difficulté à relier les petites unités de production distribuées
- ◆ des lignes surdimensionnées pour assurer les connexions autour d'épines dorsales.
- ◆ des pertes en ligne non négligeables (environ 7 % de ce qui sort des centrales)

Fiabilité du réseau et croissance renouvelable semblent aller de pair

Minutage des coupures d'électricité par an (hors événements exceptionnels), basé sur l'indice Saïdi

Source: CEER et nos propres calculs



À l'inverse, l'architecture de type neuronal, outre la plus grande résilience (résistance aux fluctuations de production et de consommation en amortissant les variations possibles de l'une et de l'autre) qu'elle confère, permet d'avoir un réseau avec une plus grande répartition d'unités de production, fonctionnant en "circuit court" (ce qui est différent d'un fonctionnement en autarcie). Ici, toutes les "cellules" de production-consommation sont interconnectées, soutiennent et régulent la tension au gré des besoins de soutirage ou d'injection.

Pour mieux comprendre ce fonctionnement, il est nécessaire de sortir du schéma simpliste habituel qui compare un réseau électrique à un circuit hydraulique. En courant alternatif surtout, les électrons d'un fil métallique ne se comparent pas aux molécules d'un fluide circulant dans un tuyau. On ne "transporte" pas ces électrons d'un point A vers un point B comme des marchandises dans un camion. Un réseau électrique s'analyse plutôt comme une vaste innervation, dont la tension est affaiblie par chaque appareil mis en marche, ou renforcée par chaque unité de production qui démarre. La tension d'un circuit électrique se manifeste par les vibrations des électrons et non par des déplacements linéaires massifs de la génératrice vers un appareil (frigo, ampoule, ordinateur, convecteur, etc.) qui les "consommerait". La compréhension de cette réalité physique permet de mieux appréhender la pertinence et l'adéquation d'une organisation sociétale bâtie sur une production distribuée⁸. Les formes coopératives réunissant les consommateurs et/ou producteurs, prennent alors tout leur sens dans une économie où le rôle du citoyen ne se voit pas étouffé par l'organisation pyramidale.

Pour qui l'évolution vers la décentralisation serait-elle un danger ?

Dans le contexte hexagonal, on comprend mieux la virulence des attaques contre l'Allemagne et son choix de transition énergétique. Dans la logique de certains acteurs sociaux influents, recrutés principalement chez nos grands Corps d'État ou les syndicats de l'énergie, il ne faudrait surtout pas laisser croire à la pertinence de ces expériences allemandes décentralisées ; elles sont à contre-courant, nous expliquent-ils avec morgue, de notre modèle de pouvoir, héritage tenace de notre Ancien Régime ; liquidé pourtant brutalement, faute de transition. Deux siècles après il serait temps qu'on en tire toutes les leçons.

Claudio Rumolino

Energéticien et géographe, chargé de mission éolien participatif

À lire, à voir, à offrir...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres et DVD que nous avons reçus ces derniers mois.

Le petit livre noir des grands projets inutiles

Camille,
Éd. Le passager clandestin,
2013, 124 pages. À commander sur
<http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou
en envoyant un chèque de 10,50 € (port
compris) au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Aux quatre coins de la France, des voix s'élèvent et des gens se mobilisent contre des grands projets d'infrastructures. Tous ces projets relèvent des mêmes logiques : ils sont imposés aux populations, artificialisent les terres, font main-basse sur un territoire, sont souvent non viables économiquement et largement subventionnés, et nous dépossèdent de nos vies au nom du sacro-saint profit.

De Notre-Dame-des-Landes à la ZAD ("Zone à défendre") du Tronçais en passant par la lutte contre des projets d'autoroutes et de lignes THT (Très Haute Tension) jusqu'au mouvement NO-TAV (ligne ferroviaire Lyon-Turin), ce petit livre noir des grands projets inutiles dresse un panorama de tous ces projets imposés et des dynamiques qui se mettent actuellement en place pour s'y opposer. Ces dernières années ont vu se développer des luttes écologistes qui

sortent des sentiers battus, loin des systèmes politiques traditionnels, syndicaux ou partisans. Bien que ces mouvements soient très divers et encore éparpillés, ils ont en commun des pratiques de lutte, un mode d'action directe, un fonctionnement qui tend à être horizontal et une volonté d'expérimenter et de créer des initiatives localement, en se réappropriant la vie et des bouts de territoires.

Les lieux de convergence de toutes ces luttes se multiplient : forum contre les grands projets inutiles, convergence de Lézan, contre-sommet en marge des grandes négociations internationales, camp action-climat, assemblées régionales, appel à créer des villages des alternatives. Ce livre, signé du nom de Camille afin de préserver l'anonymat des opposants et d'éviter une personnification des luttes, appelle à poursuivre cette convergence et à "se mobiliser pour joindre l'inutile à l'agréable". À lire et à mettre entre les mains de celles et ceux qui doutent encore que le changement viendra d'en bas.

Laura Hameaux

Lettre ouverte aux scientifiques Alternatives démocratiques à une idéologie cléricale

Matthieu Calame,
Éd. Charles Léopold Mayer, avril 2011,
150 pages, 18 €, à commander en librairie.

Derrière les prétentions à résoudre tous les problèmes par la technique ; à considérer l'acquisition sans limite de connaissances comme une valeur supérieure à toutes les autres ; à disqualifier toute critique de certaines techniques, sujets ou institutions de recherche, ou chercheurs ; à assurer la perpétuation de certaines thèses et des communautés de chercheurs qui en vivent aux dépens de chercheurs dissidents moins dotés en moyens... il y a une idéologie, le scientisme.

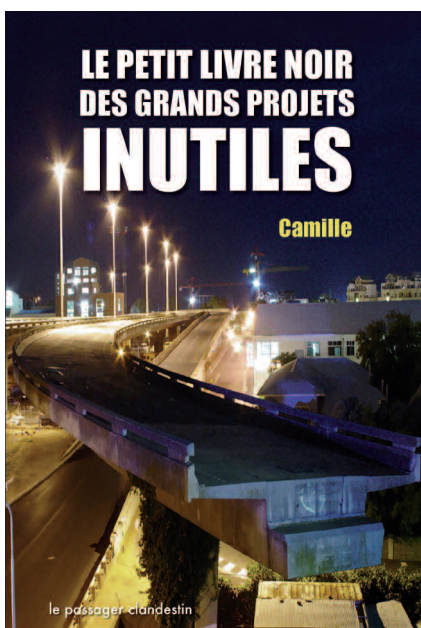


Dans cet essai très accessible, clair et précis, Matthieu Calame montre comment le scientisme constitue un véritable cléricisme, c'est-à-dire l'accapement d'une valeur et d'une pratique (la science) par une classe de clercs, autrement dit un clergé. L'auteur expose méthodiquement les caractéristiques qui dénoncent le scientisme comme un cléricisme, montrant à quel point ses racines intellectuelles et institutionnelles sont ancrées dans l'institution ecclésiastique chrétienne.

Clarifiant les différents sens du mot "science", il lève le voile de confusion savamment entretenu par les scientifiques. Il démythifie la prétendue "indépendance de la recherche" et explique comment la politique oriente nécessairement celle-ci par ses choix éducatifs, de financement, etc.

Ce bref essai, de lecture facile, fournira des outils intellectuels précieux à toute personne susceptible de débattre avec des scientifiques. Qui n'en a pas parmi ses proches, ses amis, ses collègues ?

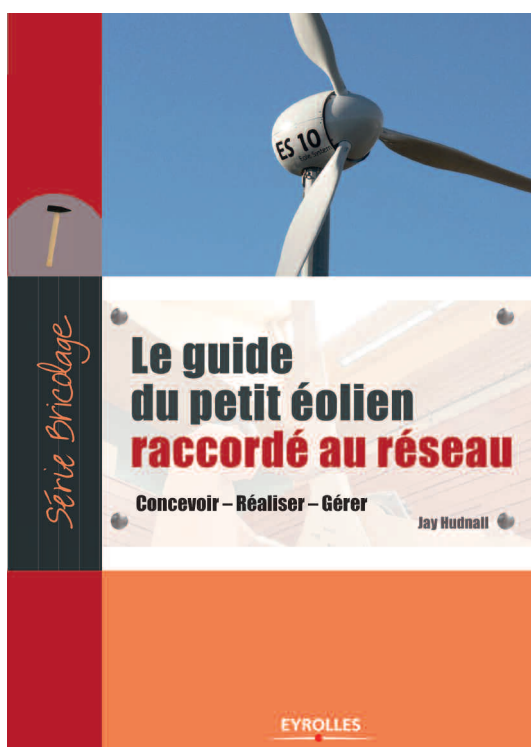
Xavier Rabilloud



Le guide du petit éolien raccordé au réseau Concevoir, réaliser, gérer

Jay Hudnall, Éd. Eyrolles,
128 pages, 12 €, à commander en librairie.

Un livre surprenant de par la somme d'informations contenues, il vous sera d'une grande utilité si vous décidez de vous lancer dans un projet de petit éolien raccordé. L'inventaire des thèmes abordés est très complet, de l'historique des éoliennes à l'explication du fonctionnement des systèmes venteux, en passant par les différents types d'éoliennes, leurs performances respectives, etc.



Le choix du matériel (aérogénérateur, mât, etc.) est tout aussi bien documenté, avec notamment un tableau comparatif de différentes machines. Les démarches administratives ne sont pas oubliées. Un autre point fort de cet ouvrage est la mise en garde contre de nombreux pièges, ainsi que les erreurs à ne pas commettre. Des commerciaux peu scrupuleux qui bien souvent ne connaissent que très peu le sujet, aux aléas administratifs, tout est passé en revue. Comment choisir son installateur, les devis, assurances du maître d'ouvrage, etc., puis vient le temps de découvrir les étapes techniques de l'installation.

Quelques exemples de réalisations et une belle approche de l'auto-construction achèvent de faire de cet ouvrage un incontournable, pour tous ceux et celles qui veulent tenter l'aventure.

"Le cycliste de Tchernobyl", un livre controversé

Le roman de l'espagnol Javier Sebastià a reçu un bon accueil de la part de la critique y compris parmi certains écologistes. Pourtant il fait d'emblée polémique, singulièrement parmi celles et ceux à qui il rend hommage à la fin : Wladimir Tchertkoff (auteur de *Le crime de Tchernobyl*), Svetlana Alexievitch (auteure de *La supplication*), les médecins Youri et Galina Bandajevski... Dix-sept personnes sont citées comme si elles cautionnaient cet écrit, ce qui n'est pas le cas.

Le scénario de ce roman est rocambolesque et totalement imaginaire. Pour autant, il met en scène des personnages réels dont les noms ne sont pas modifiés. En particulier feu le professeur Vassili Nesterenko, créateur de l'Institut Belrad, qu'il présente comme une loque humaine, lâche, indécise et fuyante. Le contraire même de ce qu'il était.

Voici ce qu'écrivit le scientifique russe Alexeï Yablokov le 25 août 2008, jour de la mort de Vassili Nesterenko : "Physicien atomiste, docteur ès sciences techniques, membre correspondant de l'Académie nationale des sciences du Bélarus, constructeur en chef de la centrale atomique mobile Pamir et directeur général de l'Institut d'énergétique atomique du Bélarus (1971-1987), il a effectué, quelques heures après l'explosion, les mesures instrumentales de la radioactivité au-dessus du réacteur de Tchernobyl et s'est voué à la protection du peuple biélorusse contre le mal radioactif [...] On ne peut qu'être étonné devant l'incroyable ténacité, l'énergie, le talent d'organisateur et l'inflexibilité de ce grand homme, qui a créé Belrad dans les conditions d'oppression et de persécution sans précédent de la part des autorités officielles, qui craignent la vérité sur les terribles conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Aujourd'hui, nous pouvons dire que Vassili Nesterenko est à mettre au rang des grands humanistes de notre temps : Schweitzer, Gandhi, Sakharov. Les hommes comme Nesterenko nous montrent à tous comment il faut vivre."

À Tchernobyl comme à Fukushima, la réalité dépasse la fiction. Très peu d'auteurs et d'artistes produisent à partir de ces lieux. Il y a comme un indépassable de la situation.

Autant Svetlana Alexievitch avait donné une leçon de modernité en ouvrant un champ littéraire inédit avec *La supplication*, autant ici l'auteur, tétanisé par son sujet, pratique la pire des ignominies en littérature : salir la mémoire d'un homme. Vassili Nesterenko ne méritait pas ce coup d'épée dans la tombe.

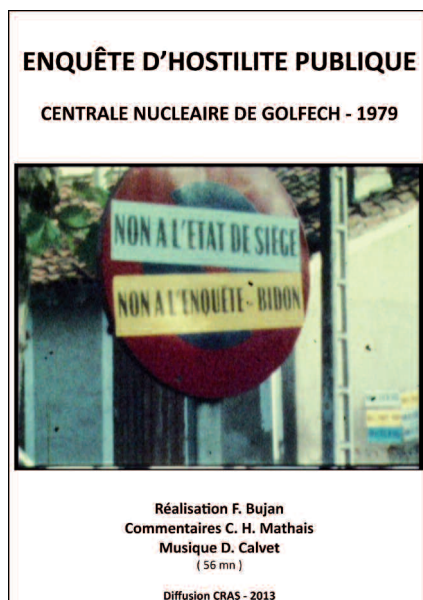
Bruno Boussagol

Metteur en scène de "La diagonale de Tchernobyl" et de
"Nucléaire : l'impossible procès"

Jacky Berthomé

DVD - Golfech : enquête d'hostilité publique

Floréal Bujan, CRAS Toulouse,
mai 2013, 56 mn
À commander au prix de 7 € port compris
à l'ordre du CRAS (BP 51026 - 31010
Toulouse cedex 06).



Ce film, tourné en 1979, suit les opposants à la centrale de Golfech durant l'année 1979. Son principal intérêt est de retracer la lutte dans le détail. La population était fortement opposée au projet, élus compris (82,3 % d'opposants lors du référendum de 1975). Concernant l'enquête d'utilité publique, on voit les fourgons baptisés "mairie-annexe" et entourés de gendarmes mobiles armés. Plusieurs dossiers brûlent, ce qui donnera ensuite lieu à des procès. Les autorités tentent manifestement de passer en force, mais la mobilisation est importante, et bien visible dans le film. C'est un témoignage important d'une mobilisation bien menée et dont on peut aujourd'hui s'inspirer, contemporaine de la lutte de Plogoff en Bretagne et avec le même type d'action.

Comment expliquer que les deux tranches PWR furent tout de même construites à Golfech ? Une raison importante est que Plogoff fut arrêtée en 1981 par Mitterrand nouvellement élu pour des raisons politiques, alors que les engagements pris par les socialistes à Golfech, et qui amenèrent le CAN Golfech à appeler à voter pour Mitterrand, ne furent pas tenus. Une leçon à méditer.

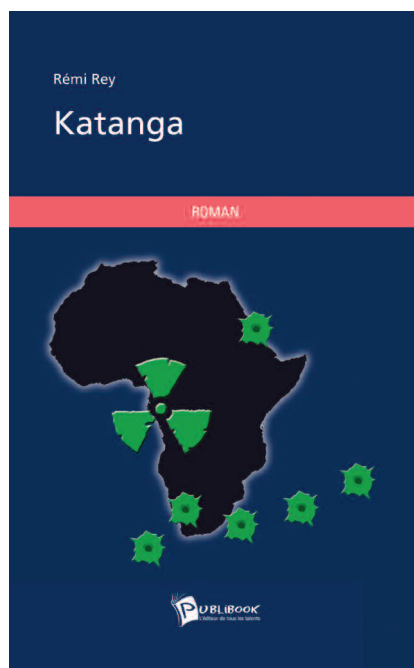
Jean-Marc Luquet

Katanga

Rémi Rey, Éd. Publibook,
2013, 258 pages,
25 €, à commander en librairie.

En 2015 une bombe nucléaire explose dans les airs à Cap Canaveral peu après le lancement d'une fusée. L'onde de choc de l'arme atomique pulvérise la fusée et dévaste une région entière. L'acte est terroriste mais pour identifier les commanditaires il faut remonter la filière de l'uranium jusqu'à la mine où fut extrait le précieux métal.

Un jeune scientifique, reconverti en surfeur, se voit convoquer de force par les États-Unis car il serait le seul à pouvoir déterminer la provenance de l'uranium. De là nous partons dans une intrigue des plus poussées et des plus documentées autant sur l'histoire de la bombe que sur des aspects plus culturels de nombreux pays croisés, surtout en Afrique et au Katanga.



L'auteur, passionné de botanique, nous entraîne à sa suite dans une diversité de plantes et de milieux et réussit le pari du polar engagé doublé d'un roman d'aventure. L'intrigue nous porte du début jusqu'à la fin, les personnages sont attachants et les informations véridiques distillées intelligemment au fil des pages.

Il s'agit d'un quasi documentaire, d'un voyage technique et environnemental pour la défense des peuples, des cultures, des biotopes et pour la sortie du nucléaire.

Jocelyn Peyret

Après le 11 mars

Monique Douillet, Éd. Cécile Langlois,
2013, 290 pages,
19 €, à commander en librairie.



Cinq personnages reliés les uns aux autres vaquent à leurs occupations entre diverses régions... Erell vit à Lyon et fréquente une revue écologiste qui ressemble à s'y méprendre à Silence. Elle y lit la chronique de Fukushima qui l'interroge sur le silence des grands médias et sur la solidarité, l'écologie... La méditation sur la catastrophe atomique (à laquelle fait référence le titre) rythme le récit, bientôt appuyée par le voyage de Shoko dans son pays, le Japon. Entre amitiés et aventures littéraires, l'écriture nous emporte dans une sorte de chronique quotidienne et sensible des "années Fukushima", à travers notamment les échanges épistolaires (électroniques) entre les personnages et des portraits finement ciselés. Un livre attachant, qui aborde des sujets bien plus variés que le seul thème du nucléaire.

Guillaume Gamblin

(en partenariat avec la revue Silence – www.silence.net)

50 jours d'actions

Arrêtons le nucléaire avant la catastrophe !

8 mars - 26 avril / de Fukushima à Tchernobyl

Fukushima, 3 ans que ça fuit, Tchernobyl, 28 ans que ça irradie !

Les deux plus grandes catastrophes de l'histoire du nucléaire sont toujours en cours : des territoires immenses contaminés pour des milliers d'années, des populations sacrifiées et victimes de la radioactivité.

En France, la présence de 58 réacteurs et de nombreuses installations de la chaîne du combustible font planer le risque d'un accident majeur sur la population française.



Pourtant, l'arrêt du nucléaire n'est toujours pas à l'ordre du jour et les pouvoirs publics envisagent de prolonger le risque nucléaire en allongeant la durée de vie des réacteurs. Une telle décision aurait pour conséquence d'augmenter toujours plus la possibilité d'une catastrophe dans une de nos centrales, et de prolonger d'autant le fonctionnement de toute la filière nucléaire, de l'extraction de l'uranium au traitement des déchets, en passant par le retraitement du combustible utilisé.

Alors mobilisons-nous avant la catastrophe !

Partout en France, du 8 mars au 26 avril
50 jours pour informer, sensibiliser, dénoncer et ne rien lâcher !

Retrouvez les mobilisations déjà prévues et des idées pour agir près de chez vous, seul-e ou à plusieurs !

Rendez-vous sur
www.sortirdunucleaire.org/50jours